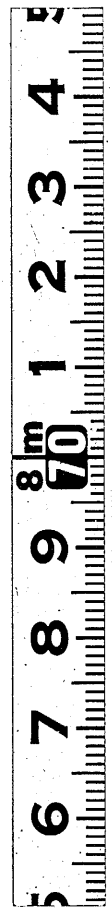


129-4



0135

D I S C O U R S

S U R

LA DIVISION DES TERRES

D A N S

L'AGRICULTURE.

D I S C O U R S

S U R

LA DIVISION DES TERRES

D A N S

L'AGRICULTURE.

PAR M. HERRENSCHWAND.

L O N D R E S :

Chez G. G. J. & J. ROBINSON, Pater-noster Row;
& J. DEBRET T, Piccadilly.

M.DCC.LXXXVIII.

D I S C O U R S

S U R

LA DIVISION DES TERRES

D A N S

L' A G R I C U L T U R E.

DA N S mon discours sur la population, j'ai fait l'énumération des différens systèmes de nourriture, sous lesquels l'espece humaine peut maintenir son existence sur la terre; & je les ai réduits à cinq principaux. A celui des peuples chasseurs; à celui des peuples pasteurs; & à celui des peuples cultivateurs sous trois systèmes d'agriculture différens; savoir, sous celui d'une agriculture absolue; sous celui d'une agri-
B culture

[2]

culture relative, fondé sur un système d'esclavage; & sous celui d'une agriculture relative, fondé sur un système de manufactures.

Dans l'énumération de ces cinq systèmes de nourriture de l'espèce humaine, j'ai présenté des systèmes réels & non imaginaires; puisque tous ont été & sont encore pratiqués sur la terre. Dans le nord de l'Amérique existent encore des peuples chasseurs. Les Tartares & les Arabes ont continué jusqu'à ce jour à être des peuples pasteurs. Pendant assez long-tems le système de nourriture de l'ancienne Rome a été la plus grande approximation du système d'agriculture absolue; & le système de nourriture de Sparte sous les loix de Lycurgue la plus exacte représentation du système d'agriculture relative, fondé sur un système d'esclavage. Ces deux systèmes d'agriculture n'ont pas même encore totalement disparu de la face de l'Europe; & le système d'agriculture relative, fondé sur un système de manufactures,

I

tures,

[3]

tures, est aujourd'hui le système dominant des nations qui occupent cette région du globe.

J'ai défini ces cinq systèmes de nourriture de l'espèce humaine, comme on définit toutes choses; non pas comme on les trouve pratiqués par telle ou telle nation particulière, mais comme les déterminent leurs conditions essentielles. On ne définit point les vertus & les vices, comme on les rencontre dans tel ou tel individu, mais comme les représente leur caractère général. Les points, les lignes, les surfaces & les corps, que les géomètres tracent, ne sont pas exactement comme ils les définissent; & ils les regardent cependant comme des points, des lignes, des surfaces & des corps.

Je n'ai eu intention de proposer à l'espèce humaine pour modèles à suivre, ni le système de nourriture des peuples chasseurs,

B a

ni

[4]

ni celui des peuples pasteurs, ni celui des peuples cultivateurs, soit sous une agriculture absolue, soit sous une agriculture relative, fondée sur un système d'esclavage; parceque je regarde tous ces systèmes de nourriture comme des systèmes imparfaits, & incapables d'élever l'espece humaine dans un degré bien considérable au-dessus de la condition des animaux. Et il me semble; que la maniere rapide, avec laquelle je me suis contenté de présenter ces quatre systèmes sous leurs plus générales circonstances, n'auroit dû laisser aucun doute sur cela.

C'est par la même raison; que je n'ai voulu examiner, ni combien de tems il seroit possible qu'une nation put exister sous ces systèmes, ni comment à la longue le besoin ou les événemens la conduiroient de l'un à l'autre; & je me serois même entièrement dispensé de parler de ces systèmes, si dans la suite de mes travaux je n'avois pas

[5]

pas à en dériver des vérités neuves & importantes.

Le système d'agriculture relative, fondé sur un système de manufactures, est le seul système de nourriture de l'espece humaine, que je me suis proposé de développer sous tous ses rapports; parce qu'il est, comme je le démontrerai, le seul conforme aux dernières vues du Créateur sur l'espece humaine; & par conséquent le seul capable d'élever l'espece humaine à la perfection, au rang & au bonheur, dont le Créateur l'a rendue susceptible sur la Planete, qu'il lui a assignée. Et il faut, que dans mon discours sur la population je me sois bien mal énoncé, pour avoir donné lieu de croire; que je regardois ce système d'Economie politique comme contraire à la nature; ou, pour traduire littéralement le mot Anglois, comme innaturel; car il n'est pas possible d'être plus loin de cette pensée, que je le suis. Tout ce que j'ai voulu dire est; que

B 3

ce

[6]

ce système étoit le moins naturel de tous les systèmes de nourriture de l'espèce humaine. Mais moins naturel ne veut pas dire innaturel; comme moins libre ne veut pas dire esclave.

Le système de nourriture des animaux domestiques est certainement un système de nourriture moins naturel que celui des animaux sauvages. Les animaux sauvages vont puiser leur nourriture à la source, quand & en telle quantité qu'il leur plait; les animaux domestiques au contraire ne peuvent tenir leur nourriture que des mains de l'homme, & seulement quand & en telle quantité qu'il juge à propos; & c'est dans ce sens que j'ai voulu dire; que le système de nourriture des peuples qui se maintiennent sous un système d'agriculture relative, fondé sur un système de manufactures, étoit le moins naturel des cinq systèmes de nourriture de l'espèce humaine.

Car

[7]

Car les manufacturiers, qui forment une si grande proportion de la population des nations qui se maintiennent sous ce système, sont nécessairement pour leur subsistance dans une dépendance absolue de deux classes d'hommes, des consommateurs & des cultivateurs; puisqu'avant de pouvoir espérer de trouver leur nourriture chez les cultivateurs, il faut de toute nécessité, qu'ils aient reçu des mains des consommateurs en échange de leurs manufactures, un équivalent acceptable par les cultivateurs en échange de leur subsistance; & l'expérience n'a fait voir que trop, combien il leur est souvent difficile, non seulement d'échanger leurs manufactures contre l'équivalent des consommateurs; mais d'échanger même l'équivalent des consommateurs contre la subsistance des cultivateurs.

Il n'en est pas de même des peuples chasseurs, pasteurs, & cultivateurs, tant sous le système d'une agriculture absolue, que

B 4

sous

sous celui d'une agriculture relative, fondé sur un système d'esclavage. Sous ces différents systèmes de nourriture les hommes ne dépendent tous que d'eux seuls pour leur subsistance; puisque cette subsistance devient la récompense immédiate de leur travail. Le chasseur prend ses armes, & va tuer le premier animal sauvage qu'il rencontre. Le pasteur traite ses animaux, ou les immole à son besoin. Le cultivateur, tant sous une agriculture absolue, que sous une agriculture relative, fondée sur un système d'esclavage, moissonne la terre qu'il a cultivée; dans le premier cas pour lui seul, & dans le second pour lui & pour son maître.

Il est donc évident; que sous le système de nourriture des peuples chasseurs, sous celui des peuples pasteurs, & sous celui des peuples cultivateurs, tant sous une agriculture absolue, que sous une agriculture relative, fondée sur un système d'esclavage, le travail conduit les hommes droit

droit à leur subsistance; tandis que sous une agriculture relative, fondée sur un système de manufactures, il ne peut faire arriver les manufacturiers à la leur que par un circuit; & c'est cette différence dans la manière, dont les hommes parviennent à leur subsistance sous les cinq systèmes de nourriture de l'espèce humaine, qui m'a fait dire; que le système d'agriculture relative, fondé sur un système de manufactures, étoit le moins naturel de tous.

Mais encore une fois, je suis si loin de regarder pour cela ce système, comme le plus imparfait des systèmes de nourriture de l'espèce humaine; que je prouverai au contraire, lorsqu'il en sera tems; que c'est précisément parcequ'il est le moins naturel, qu'il est le plus parfait.

Je n'ai pas été moins fondé, lorsque j'ai dit; que ce système d'Economie politique étoit un système téméraire. Car il est de toute

[10]

toute évidence ; que pour que les manufacturiers puissent être assurés de leur nourriture, il faut nécessairement, qu'il arrive deux choses ; la première, que les consommateurs ne soient jamais empêchés de consommer leur manufactures ; la seconde, que les cultivateurs ne soient jamais empêchés de produire leur subsistance. Or s'il est incontestable, & si l'expérience a prouvé chez toutes les nations ; que l'homme d'Etat peut par une foule de fausses déterminations empêcher l'un & l'autre ; n'ai je pas eu raison d'envisager comme téméraire un système d'Economie politique, sous lequel une grande proportion de la population d'une nation dépend continuellement pour son existence de la capacité, des vertus & de la bonne conduite d'un seul homme. Car que fait l'homme d'Etat ; lorsque par son ignorance ou sa négligence il fait perdre à sa nation une branche du commerce extérieur ? il réduit les manufacturiers à la misère. Que fait-il, lorsque par des

taxes

[11]

taxes injudicieuses sur les manufactures il met des entraves à leur consommation ? il réduit les manufacturiers à la misère. Que fait il, lorsque par des opérations vicieuses il hausse l'intérêt de l'argent ? il réduit les manufacturiers à la misère. Que fait il, lorsque par des réglemens absurdes il trouble la libre circulation de la subsistance, & gêne ou décourage le travail du cultivateur ? il réduit les manufacturiers à la misère.

Or si la misère des manufacturiers devient nécessairement la misère des cultivateurs ; ne faute-t-il pas aux yeux, que sous un système d'Economie politique, dont la marche peut à tout instant être interrompue ou contrariée par les fautes d'un agent intermédiaire ; l'espèce humaine doit être moins en sûreté pour sa subsistance ; que sous des systèmes qui la dispensent d'un pareil agent, & sous lesquels par conséquent elle ne peut jamais être exposée aux funestes conséquences de ses erreurs.

Mais

[12]

Mais encore ici je n'ai point entendu dégrader le système d'agriculture relative, fondé sur un système de manufactures ; & je n'ai appelé ce système téméraire, que parceque jusqu'ici il n'a été conduit chez les nations qui l'ont adopté, que sur des principes faux & imparfaits ; & par conséquent sur des principes qui ont dû laisser les manufacturiers, dans une situation continuellement précaire pour leurs besoins. Car on a beau s'offenser ; je n'en continuerai pas moins de dire ; que l'Economie politique n'a jamais été une science chez aucune nation, & que jusqu'à ce moment elle n'a été gouvernée, & j'ose dire généralement enseignée chez toutes, que sur les aveugles & fatales pratiques d'un pur empirisme.

Mais le moment viendra, où je prouverai qu'elle est une science ; où je tracerai ses vrais principes, & où je ferai voir ; qu'il est non seulement possible de maintenir les
manufacturiers

[13]

manufacturiers imperturbablement dans la pleine jouissance de leur subsistance ; mais au parfait pouvoir de l'homme d'Etat dans chaque nation d'engager les consommateurs & les cultivateurs, pour ainsi dire irrésistiblement ; les premiers, à augmenter sans cesse leur consommation ; & les derniers, à augmenter sans cesse les productions de la terre ; jusqu'à ce que la terre, parvenue enfin dans toute son étendue à son plus haut degré de culture, refuse d'en fournir davantage, & que sous tous les rapports la nation soit arrivée aux derniers termes de toute augmentation possible.

Dans tout ce que j'ai dit depuis le commencement de ce discours, j'ai eu en vue principalement de justifier mes sentimens aux yeux des Redacteurs du Monthly Review, qui ont examiné mon discours sur la population avec tant d'honnêteté & de candeur, & qui en ont porté un jugement si obligeant. Car si dans cet ouvrage j'ai
eu

[14]

eu le malheur de ne pas m'expliquer suffisamment bien, pour être entendu par des hommes aussi éclairés qu'eux, je dû craindre bien davantage de n'avoir été qu'imparfaitement compris par le commun de mes lecteurs ; & il étoit de mon devoir de donner un sens clair & précis à ce qui pouvoit avoir resté obscur & vague par ma faute.

Je dois encore aux mêmes Critiques de les détromper de l'opinion, qu'ils paroissent avoir formée de la nature de mes doctrines. Car quelque favorable que soit l'idée qu'ils ont bien voulu concevoir de mes travaux ; ils ont regardé mes principes plutôt comme le fruit de la réflexion que celui de l'expérience ; ou, pour parler plus positivement, ils ne les ont pas tous jugés d'accord avec l'expérience ; & en comparant mes Ecrits aux harangues du Démagogue Grec, ils ont trouvé qu'ils sentoient la lampe. Indubitablement ils doivent la sentir ; j'ai fait, & je fais encore continuellement trop d'usage

[15]

sage de la lampe, pour que cela ne soit pas. Mais la lampe & l'expérience sont elles donc incompatibles l'une avec l'autre ; & ne peut on pas à l'aide de la lampe arriver à des vérités contraires à l'expérience & cependant venues d'elle ?

Dans le monde physique la nature ne pratique que sur des principes vrais ; & par-tout on la voit aller aux meilleures fins par les meilleurs moyens. Ainsi avancer dans cet ordre de l'univers des principes contraires à l'expérience, est incontestablement avancer des principes faux ; & le plus simple fait de la nature détruit nécessairement la plus brillante métaphysique d'un système qui se trouve en contradiction avec lui.

Mais il n'en est certainement pas de même dans le monde moral ; & les annales du genre humain n'offrent que trop de preuves, combien les hommes sont capables de

[16]

de pratiquer sur des principes faux ; & combien dans cet ordre des choses il devient possible, de puiser dans l'expérience des principes en contradiction avec elle & cependant vrais.

Si les nations de l'Europe eussent eu toutes le malheur de gémir jusqu'à ce moment sous l'oppression de gouvernemens despotiques ; si l'habitude enracinée d'exister sous ces gouvernemens les leur eut fait regarder comme naturels ; si l'idée même d'autres formes de gouvernemens ne se fut jamais présentée à l'esprit de personne ; & qu'un homme, pénétré par l'innombrables faits, que l'expérience auroit offerts à ses observations, des erreurs & des vices de pareils gouvernemens ; fut par de longues méditations parvenu à combiner un système de gouvernement semblable, non à celui de la République du philosophe Grec *, ou de

* Platon.

l'Utopie

[17]

l'Utopie du philosophe Anglois * ; mais à celui, sous lequel ont le bonheur de vivre les peuples des Iles Britanniques ; les principes de gouvernement de cet homme se feroient inévitablement trouvés contraires à l'expérience ; mais n'auroit ce pas été l'expérience elle même qui l'y auroit conduit ? Et le gouvernement des Iles Britanniques lui même, si contraire dans ses principes à ce que l'expérience montre sur tout le reste de la terre, n'a-t-il pas eu sa cause occasionnelle dans les erreurs & les vices, que l'expérience lui a donnés à corriger.

J'ose dire qu'il en est de même du système d'Economie politique, que je me propose de tracer aux nations dans mes Ecrits. Il n'y a pas un seul des principes de ce système que je ne doive à l'expérience ; c'est elle qui les a présentés à mes médita-

* Le Chev. Thomas Moore.

C

tions

[18]

tions, & fans elle il est plus que probable que je n'y ferois jamais arrivé. Vingt cinq ans d'observations continuelles, sur les pratiques des nations de l'Europe en matiere d'Economie politique, m'ont fourni des matériaux, qu'à la lueur de la lampe la tranquile réflexion a digérés, pesés & considérés sous tous les rapports.

Dans la foule des opérations, que les hommes d'Etat ont offertes à mes yeux de toute part, j'ai tout réduit aux idées simples de causes & d'effets; & par-tout j'ai taché de substituer aux mauvais effets des causes meilleures. Ces causes meilleures sont & doivent nécessairement être contraires à l'expérience; mais il n'en est pas moins vrai, que ce n'est que des mauvais effets, que l'expérience elle même m'a montrés, que je les ai dérivées; & mon discours sur le crédit public des nations de l'Europe peut donner une idée de la maniere, dont j'ai vu & analysé ces mauvais effets.

Quoique

[19]

Quoique les nations de l'Europe ayent toutes plus ou moins contribué à m'éclairer par leurs fautes; je me suis particulièrement attaché à prendre les bases de mes principes dans l'Economie politique de l'Angleterre & de la France; par la raison que ces deux nations, & sur-tout la première, ont embrassé & pratiqué le système de l'Economie politique moderne dans des dimensions bien plus étendues, que les autres nations de l'Europe; dont aucune d'elles ne peut même encore se flatter d'être complètement montée sur ce système.

Car j'exclus continuellement la Hollande du nombre des nations qui se gouvernent sous un système d'agriculture relative, fondé sur un système de manufactures; & sous ce système je ne la considère que comme une excrescence formée, non pas par le jeu de la nature; mais par le jeu inconsideré & aveugle des autres nations.

C 2

L'Angle-

L'Angleterre m'a présenté son Economie politique sous beaucoup de fausses au milieu de bonnes déterminations ; & j'ai tiré des lumieres des unes & des autres. L'Economie politique de la France au contraire ne m'a offert de tous les cotés que des vices & des imperfections ; mais les mauvaises opérations ont été pour moi aussi instructives, qu'auroient pu l'être les bonnes.

Si l'Angleterre n'avoit pas eu le malheur de forcer les ressorts de son Economie politique ; elle ne m'auroit sans doute pas montré tant de mal mêlé avec le bien. Et si en France l'Economie politique n'avoit pas eu le malheur d'être perpétuellement confondue avec le misérable mécanisme de la manutention du revenu public, avec les formes & les caprices dans la combinaison des recettes & des dépenses de ce revenu ; en un mot, avec ce qu'on appelle la finance ; la France m'auroit probablement montré quelque bien mêlé avec le mal. Mais dans

tous

tous les cas d'Economie politique des deux nations n'en auroit pas moins restée loin des vrais principes.

Je dois croire, que ce que je viens de dire de l'Angleterre ne fera contredit par aucun homme éclairé de cette nation. Mais il est plus que probable, que personne en France ne croira ce que je viens de dire de cet Etat. La grande confiance, avec laquelle les Ministres des finances de ce pays valent, & font valoir aux autres leurs talens & leurs opérations, est trop contre moi.

Je sens parfaitement bien, que je ne puis espérer d'être cru, que lorsqu'il aura plu à la Providence de me laisser achever la tâche que j'ai entreprise ; & je ne suis point impatient de l'être plutôt. Mais il n'en est pas moins de mon devoir de tâcher, autant que je le puis, de rendre d'avance sensible, ce qui ne peut être démontré

C 3

qu'avec

[22]

qu'avec le tems. Et c'est dans cette vue, que je vais éclaircir ce que je viens de dire de la France, par un exemple; à la vérité bien commun, & bien peu digne de la sublimité du sujet qui m'y fait recourir; mais que je regarde comme très propre à faire sentir; combien est fausse & abjecte l'idée qu'on se forme en France de l'Economie politique.

Une montre, totalement vicieuse dans son ressort, se trouvoit de plus dans ses rouages embarrassée d'ordures, dont le tems l'avoit successivement salie. Sous ces deux grands^s inconvéniens, il étoit impossible qu'elle n'allât pas mal; & l'intention étoit de la faire aller bien.

Des hommes s'empresèrent de se présenter pour offrir leurs services, & prendre sur eux de corriger les défauts de la montre. Mais c'étoient des hommes qui n'avoient jamais approfondi le vrai mécanisme
d'une

[23]

d'une montre; qui ne connoissoient ni la nature, ni la nécessité, ni les vraies fonctions du ressort; qui ne savoient pas, que c'étoit lui qui étoit l'ame de la montre & le principe actif du mouvement des rouages; en un mot, qui ignoroient entièrement, que c'étoit de la puissance du ressort & d'une juste application de cette puissance aux rouages, que dépendoit la marche réglée d'une montre.

Ces hommes ne firent par conséquent entrer le ressort pour rien dans les mesures qu'ils prirent, pour purger la montre confiée à leurs soins de ses vices. Les seules choses, sur lesquelles ils porterent leur attention, parcequ'elles tomboient sous leurs sens, furent les saletés qui contrarioient le libre mouvement des rouages; & débarrasser la montre de ses saletés leur parut le grand & l'infaillible moyen de la rendre parfaite. Dans cette persuasion ils bornèrent là tous leurs travaux & toutes leurs combinaisons;

C 4

sans

[24]

fans jamais se douter, que quelques bonnes & même nécessaires que pussent être leurs opérations; la montre devoit de toute nécessité continuer à aller mal, tant qu'elle continueroit à être gouvernée par un ressort vicieux.

Voilà l'image de l'Economie politique de la France, & la manière, dont j'ai supposé que la montre auroit été conduite, est précisément la manière, dont les hommes d'Etat de la France ont conduit, & j'ose dire conduisent plus que jamais son Economie politique; & c'est la raison, pourquoi de tous les cotés ils n'ont offert à mon instruction que des erreurs.

Je ne dis pas, que substituer l'ordre & l'économie à la place de désordre & de la prodigalité, mettre une dette ruineuse dans un cours de remboursemens, accorder liberté & protection au travail & à l'industrie gênés ou contrariés dans leurs efforts;

tracer

[25]

tracer des routes & creuser des canaux, où les communications manquoient ou étoient imparfaites, procurer des soulagemens aux peuples accablés sous le poids des charges, ne soyent pas des opérations méritoires. lorsqu'elles sont bien remplies. Mais je dis, que dans les vrais principes tout cela n'est faire autre chose; que purger la montre de ses saletés, & la laisser sous tous les vices de son principe actif.

On s'est étonné, que j'aye été chercher des lumières en matière d'Economie politique jusques à la Chine; parceque on a imaginé, qu'il n'étoit guere possible de se former des idées justes de ce qui se passoit dans un pays, si inaccessible aux autres nations. Il est vrai, que la Chine n'est aujourd'hui accessible qu'à ses deux extrémités; au nord par les Russes & au sud par les autres nations de l'Europe; & que tout l'intérieur de cet immense Etat est depuis

long-tems

long-tems impénétrable aux étrangers. Mais cela n'a pas toujours été ainsi.

Une foule de missionnaires envoyés à la Chine, pour y porter la religion de l'Europe, ont eu bien long-tems la liberté d'habiter cet empire, de le parcourir dans toutes ses parties, de tout voir & de tout examiner; & ces missionnaires, à la plupart desquels il n'est pas possible de refuser d'avoir été versés dans tous les genres de connoissances, ont publié sur l'agriculture, les manufactures, & la population de la Chine des relations plus circonstanciées & plus instructives, qu'on n'en a même à cet égard de beaucoup de nations de l'Europe.

Si ces relations ont été mêlées de détails exagérés, qu'elle est la nation de l'Europe qui dans la description de ses avantages, naturels & artificiels, ne soit pas plus ou moins tombée dans le même défaut? Le

fait est, que dans les choses importantes & essentielles à connoître dans l'Economie politique de la Chine, les missionnaires ont non seulement été unanimes dans leurs dires, quoique divisés entre eux par le plus violent esprit de faction; mais que leurs relations se sont trouvées pour ainsi dire littéralement conformes à celle d'un Vénitien* qui plusieurs siècles avant eux avoit parcouru & visité la Chine avec beaucoup d'attention.

Mais il est tems que je m'approche du sujet particulier de ce discours, & que je mette fin à des réflexions qui lui sont étrangères, quoiqu'elles ne le foyent pas au sujet général de mes travaux.

En partant des faits, que m'ont fourni les observations d'un Ecrivain & en même tems d'un cultivateur Anglois célèbre †;

* Marco Polo. † M. Arthur Young.

j'ai prouvé dans mon discours sur la population, qu'une nation sous un système d'agriculture relative, fondé sur un système de manufactures, doit cultiver son territoire en grandes & non en petites divisions.

Mais comme des observations faites par un seul homme & dans un seul pays, peuvent ne pas offrir à tout le monde une autorité suffisante, pour les recevoir pour bases dans la décision d'une question, sur laquelle presque tous les Ecrivains sur l'Economie politique ont embrassé une opinion diamétralement opposée; je vais essayer de tracer cet objet important dans ses premiers principes par le pur raisonnement.

Dans tout le cours de mes Ecrits j'ai fait, & je ferai continuellement consister la prospérité des nations sous un système d'agriculture relative, fondé sur un système
de

de manufactures, dans leur population & dans leur richesse réelle; parceque je n'ai aucune idée, comment elle pourroit consister en d'autres choses; & que d'ailleurs de ces deux grandes circonstances peuvent être dérivés tous les avantages qui appartiennent à ce système d'Economie politique.

Car l'or, l'argent & le crédit ne font que
richesse nominale, & ne doivent être con-
sidérés, ainsi que je l'ai déjà dit dans plu-
sieurs occasions, que comme des machines;
par l'application & la puissance desquelles
il devient possible, de développer graduelle-
ment la population & la richesse réelle
jusques aux derniers termes de toute aug-
mentation possible.

Par richesse réelle j'entends toutes les productions de la terre, dans les trois regnes de la nature, que l'homme peut appliquer à ses besoins, naturels & artificiels; & je distingue ces productions d'abord en subsistance

[30]

stance & en matieres premieres, & ensuite les matieres premieres en matieres premieres brutes & en matieres premieres manufacturées.

Sous le nom de substance je comprends toutes les productions de la terre, dans le regne végétal & dans le regne animal, que l'homme peut appliquer à la nourriture ; & j'appelle matieres premieres toutes les productions de la terre, dans les trois regnes de la nature, que l'homme peut appliquer à des besoins differens de ceux de la nourriture.

Lorsque les matieres premieres n'ont point encore reçu par le travail les formes nécessaires, pour être applicables aux besoins de l'homme, elles ne sont que des matieres premieres brutes ; & ce n'est que lorsque le travail leur a donné ces formes, qu'elles sont des matieres premieres manufacturées. La toison de la brebis & le
cocon

[31]

cocon du ver à soie ne sont que des matieres premieres brutes, parceque dans cet état ils ne sont point applicables aux besoins de l'homme ; mais lorsque le travail les a tissus en étoffes, ils sont des matieres premieres manufacturées, parceque dans cet état l'homme peut les appliquer à ses besoins.

Tant que les productions de la terre restent dans l'état de matieres premieres brutes, on ne doit les considérer que comme richesse réelle possible ; & ce n'est que lorsque le travail les a converties en matieres premieres manufacturées, qu'on doit les compter pour richesse réelle actuelle. Avant que les peuples chasseurs de l'Amérique Septentrionale eussent formé des relations avec les nations de l'Europe ; la plus grande partie des peaux des animaux qu'ils tuoient n'étoient pour eux que richesse réelle possible ; & ce n'est que depuis qu'ils ont pu échanger ces peaux avec les
Européens

Européens contre des matieres premieres manufacturées, qu'elles font devenues pour eux richesse réelle actuelle.

Sur le fondement de cette division des matieres premieres en richesse réelle possible & en richesse réelle actuelle ; on doit distinguer la prospérité des nations sous le systême d'agriculture relative, fondé sur un systême de manufactures, en deux especes générales ; en prospérité possible & en prospérité actuelle. Avec de la subsistance & des matieres premieres brutes les nations sous ce systême d'Economie politique ne font encore que dans un état de prospérité possible ; & ce n'est qu'avec de la subsistance & des matieres premieres manufacturées, qu'elles font dans un état de prospérité actuelle.

Chaque systême de nourriture de l'espece humaine a son genre particulier de prospérité qui le caractérise & distingue des autres

autres, La prospérité des peuples chasseurs n'est point celle des peuples pasteurs ; la prospérité des peuples pasteurs n'est point celle des peuples cultivateurs ; & la prospérité des peuples cultivateurs sous un systême d'agriculture absolue, ou sous un systême d'agriculture relative, fondé sur un systême d'esclavage, n'est point celle des peuples cultivateurs sous un systême d'agriculture relative, fondé sur un systême de manufactures.

Otez la classe des esclaves ou des manufacturiers de la population d'une nation sous un systême d'agriculture relative ; & vous changerez son genre de prospérité en celui d'une nation sous un systême d'agriculture absolue. Otez la culture de la terre à une nation sous un systême d'agriculture absolue ; & vous changerez son genre de prospérité, soit en celui d'un peuple pasteur, soit en celui d'un peuple chasseur. Otez les animaux domestiques

D

à un

[34]

à un peuple pasteur ; & vous changerez son genre de prospérité en celui d'un peuple chasseur.

De même introduisez des animaux domestiques dans un peuple chasseur, & vous le changerez en peuple pasteur. Introduisez la culture de la terre dans un peuple pasteur, & vous le changerez en peuple cultivateur. Introduisez, soit des esclaves, soit des manufacturiers, dans une nation sous un système d'agriculture absolue, & vous la changerez en nation sous un système d'agriculture relative, fondé, soit sur un système d'esclavage, soit sur un système de manufactures.

Dans l'un & l'autre ordre, en montant & en descendant, tous ces changemens sont parfaitement possibles. Mais vouloir conduire un système d'Economie politique sur les principes d'un autre ; ou ce qui est la même chose, vouloir attribuer à un système d'Economie

[35]

d'Economie politique le genre de prospérité exclusivement réservé à un autre ; seroit aussi absurde que de vouloir, qu'un triangle ait les propriétés d'un trapeze ou d'un polygone ; & cependant c'est ce que tant d'Ecrivains sur l'Economie politique ont voulu & veulent encore faire.

Avec la seule ou presque la seule subsistance, variée seulement dans sa nature, les peuples chasseurs, les peuples pasteurs & les peuples cultivateurs sous un système d'agriculture absolue, & sous un système d'agriculture relative, fondé sur un système d'esclavage, sont tous dans un état de prospérité actuelle.

Mais il n'en est pas de même des peuples cultivateurs sous un système d'agriculture relative, fondé sur un système de manufactures. Avec la seule ou presque la seule subsistance ces peuples sont encore sans prospérité ; parceque sous ce système d'E-

conomie politique il existe une classe d'hommes, que les autres systèmes ne connoissent point, & qui lui donne nécessairement un genre de prospérité totalement différent. Car comme cette classe d'hommes ne peut arriver à sa subsistance, qu'en convertissant par son travail les matières premières brutes en matières premières manufacturées; il est manifeste, que ce n'est qu'autant qu'elle travaille, & produit continuellement par son travail des matières premières manufacturées; que la nation, à laquelle elle appartient, peut être dans un état de prospérité actuelle.

Car poser des manufacturiers sous un système d'Economie politique, & ne pas poser en même tems des matières premières brutes continuellement converties par leur travail en matières premières manufacturées, est nécessairement poser des manufacturiers mourant de faim; puisque ce

n'est

n'est que par ce seul genre de travail qu'ils peuvent se procurer leur nourriture.

Or comme avec des manufacturiers mourant de faim une nation sous un système d'agriculture relative, fondé sur un système de manufactures, ne seroit certainement pas dans un état de prospérité actuelle; il est évident, que pour être dans cet état il faut de toute nécessité, qu'à côté de sa subsistance elle produise continuellement des matières premières manufacturées; & qu'avec de la subsistance & seulement des matières premières brutes, elle ne peut être que dans un état de prospérité possible.

Je conviens qu'avec de la subsistance & seulement des matières premières brutes, une nation peut se donner le genre de prospérité qui appartient au système d'agriculture relative, fondé sur un système de manufactures, sans être dans la réalité

[38]

montée sur ce système; ou ce qui est la même chose, sans avoir des manufacturiers.

Car elle peut échanger ses matières premières brutes avec d'autres nations contre des matières premières manufacturées; ou les faire travailler par les manufacturiers d'autres nations; comme autrefois l'Angleterre a fait travailler ses laines dans les Pays Bas; comme aujourd'hui l'Espagne, la Sicile, la Russie font travailler leurs laines, leurs soies, leurs chanvres par d'autres nations. Mais comme ce moyen laisseroit la nation sans cesse infiniment au dessous de la prospérité, qu'elle pourroit se procurer par son propre travail; je n'en embarrasserai point la question que je me propose de résoudre; & je le bannirai de mes raisonnemens, comme les bons principes l'ont déjà banni d'avance de l'Economie politique.

Une

[39]

Une nation peut même s'affimiler aux nations sous un système d'agriculture relative, fondé sur un système de manufactures, & s'arroger leur genre de prospérité; sans avoir pour ainsi dire dans son propre sein, ni subsistance, ni matières premières brutes; & la Hollande en est un exemple frappant.

Mais pour qu'un pareil système d'Economie politique puisse avoir lieu; il faut nécessairement, qu'il y ait des nations qui ne sachent que faire de leur subsistance & de leurs matières premières brutes; & pour qu'il puisse durer, il faut nécessairement, qu'il y ait sans cesse de ces nations. Car il est évident, que le moment qui n'en montreroit plus, seroit celui du total anéantissement de ce système & de la nation qui se le seroit appliqué. Or comme sous le système d'Economie politique, dont je me propose de tracer les principes & la marche, les nations n'auroient jamais, ni

D 4

subsistance,

subsistance, ni matieres premières brutes de trop & par conséquent à se céder ; je ne donnerai pas un seul instant de mon attention à la marche & aux principes d'un système d'Economie politique, si contraire à la nature & à la raison ; & que mon intention est de renverser jusques dans ses fondemens.

On doit donc regarder comme incontestable, que la prospérité des nations sous le système d'agriculture relative, fondé sur un système de manufactures, consiste dans leur population, dans leur subsistance & dans leurs matieres premières manufacturées ; puisque leur richesse réelle consiste à la fois en subsistance & en matieres premières manufacturées.

Ce n'est pas ici où j'examinerai, dans quelle proportion la population & la richesse réelle doivent coexister ensemble, pour opérer le mode de prospérité le plus parfait.

fait. Je n'ai pas besoin de ce principe pour l'objet que je traite dans ce discours ; je l'établirai à sa propre place, & en attendant j'admettrai la prospérité des nations sous le système de l'Economie politique moderne dans tous les modes possibles, parfaits & imparfaits.

Mais en constituant la population & la richesse réelle les éléments de la prospérité des nations sous le système d'agriculture relative, fondé sur un système de manufactures, je ne prétends pas dire ; que la prospérité de ces nations soit en raison composée de leur population & de leur richesse réelle, c'est à dire, comme le produit de la multiplication de leur richesse réelle par leur population ; cela seroit faux. Le vrai est, que leur prospérité est en raison composée de la raison directe de leur richesse réelle, & de l'inverse de leur population, c'est à dire, comme le quotient de la division de leur richesse réelle par leur population ;

[42]

population; & il est important, pour la décision de la question que j'ai entrepris de résoudre, que je le prouve.

Dans les vrais principes du système d'agriculture relative, fondé sur un système de manufactures; dans ceux que je me propose avec l'assistance Divine de développer dans mes Ecrits; la richesse réelle d'une nation doit continuellement être répartie dans une juste proportion entre tous les ordres de ses hommes; c'est à dire, chacun des hommes qui la composent doit avoir à sa richesse réelle la part, que l'ordre dans lequel il existe chez elle, assigne à son travail ou à ses moyens; & je supposerai continuellement que cela est ainsi.

Car une nation, qui auroit au dedans d'elle des hommes qui d'une manière quelconque se trouveroient exclus de leur juste participation à sa richesse réelle, ne

[43]

feroit pas dans les vrais principes, & ne jouiroit que d'une fausse prospérité.

Ce principe admis, & je pense qu'on le regardera comme évident par lui même; le terme moyen de toutes les proportions, dans lesquelles les différens individus d'une nation participent à sa richesse réelle, devient la plus exacte mesure de sa prospérité; puisqu'il est impossible de juger la prospérité d'une nation sur un symptôme plus naturel & plus infaillible, que le bien-être de ses hommes; & trouver ce terme moyen dans une nation, c'est manifestement trouver la prospérité dont la nation jouit.

Or il est évident, que dans chaque nation le terme moyen des proportions, dans lesquelles les individus participent à la richesse réelle, se trouve en divisant la richesse réelle par la population; & s'exprime par conséquent dans tous les cas par une fraction,

[44]

tion, dont la richesse réelle forme le numérateur & la population le dénominateur. Et comme cette fraction représente la prospérité des nations, dont elle est la mesure, en raison composée de la raison directe de la richesse réelle & de l'inverse de la population; il est clair, que c'est d'après cette règle, que la prospérité absolue & relative des nations sous le système de l'Economie politique moderne doit être appréciée.

Par exemple, si dans un tems A une nation avoit joui d'une population comme 15 & d'une richesse réelle comme 45; & dans un tems B d'une population comme 10 & d'une richesse réelle comme 40; la prospérité de la nation dans le tems A auroit été comme $\frac{45}{15}$ & dans le tems B comme $\frac{40}{10}$; puisque ces deux fractions auroient représenté exactement les termes moyens des proportions, dans lesquelles ses individus auroient participé à sa richesse réelle dans les deux tems; & dans le tems B la prospérité

[45]

périté de la nation auroit été d'un tiers plus grande que dans le tems A,

De même si une nation A jouissoit d'une population comme 7 & d'une richesse réelle comme 28; une nation B d'une population comme 5 & d'une richesse réelle comme 25; & une nation C d'une population comme 4 & d'une richesse réelle comme 24; la prospérité de la nation A seroit comme $\frac{28}{7}$; la prospérité de la nation B comme $\frac{25}{5}$; & la prospérité de la nation C comme $\frac{24}{4}$; puisque ces trois fractions exprimeroient les termes moyens des proportions, dans lesquelles les individus des trois nations participeroient à leur richesse réelle; & la prospérité relative des nations A, B, C, seroit comme les nombres 4, 5, 6.

Cette manière d'apprécier la prospérité absolue & relative des nations sous le système de l'Economie politique moderne est certainement, comme je l'ai déjà dit,

la

la plus naturelle & la plus infaillible de toutes ; puisqu'elle va en droite ligne fonder la prospérité de ces nations jusques dans ses premières sources. Je ne veux pas dire, qu'elle soit facilement praticable ; ni ne veux la donner aux nations pour seule & unique règle à suivre dans la mesure de leur prospérité ; je n'ai pas besoin de cela ; & il me suffit, pour l'usage que je veux faire de cette règle, qu'elle soit incontestable.

A population égale la prospérité des nations sous le système de l'Economie politique moderne est donc en raison directe de leur richesse réelle ; & à richesse réelle égale en raison inverse de leur population. Et de là résulte, qu'une nation qui augmenteroit sa richesse réelle sans augmenter sa population, ou sans l'augmenter comme sa richesse réelle, augmenteroit sa prospérité, & qu'une nation qui augmenteroit sa population sans augmenter sa richesse réelle,

ou

ou sans l'augmenter comme sa population, diminueroit sa prospérité.

S'il est probable, que l'Angleterre a eu la même population à la Révolution qu'elle a aujourd'hui ; il est manifeste, que l'augmentation de sa prospérité depuis cette époque n'a pu avoir son principe, que dans l'augmentation de sa richesse réelle ; c'est à dire, dans l'augmentation du terme moyen des proportions, dans lesquelles ses hommes participoient à sa richesse réelle à la Révolution ; ou ce qui est la même chose, dans l'augmentation du bien-être de ses hommes depuis cette époque.

J'avoue que dans les vrais principes il ne pourroit jamais arriver aux nations d'augmenter d'une manière bien sensible, ni leur richesse réelle sans leur population, ni leur population sans leur richesse réelle ; & que ce n'est que par un désordre dans leur Economie politique, qu'elles peuvent

tomber

tomber dans l'un ou l'autre de ces deux grands écarts.

[Car dans le cours naturel des choses, il y auroit entre la richesse réelle & la population des vibrations continuelles, & ces vibrations seroient pour ainsi dire imperceptibles. Le bien-être ne devanceroit un peu les hommes que pour les appeler ; & à leur tour les hommes ne devanceroient un peu le bien-être que pour le faire venir. La richesse réelle & la population se provoquent alternativement ; & continueroient ainsi sans interruption, jusqu'à ce qu'elles se fussent enfin portées l'une l'autre aux derniers termes de toute augmentation possible ; comme dans la suite de mes travaux j'espère le faire voir clairement.

Mais il y a une prodigieuse différence entre augmenter la richesse réelle sans la population, ou augmenter la population sans la richesse réelle. Dans le premier cas

cas une nation augmente le terme moyen des proportions, dans lesquelles ses hommes participent à sa richesse réelle, dans le second elle le diminue. Dans le premier cas elle élève ses hommes, soit de la misère au nécessaire, soit du nécessaire à l'aisance ; dans le second elle les fait descendre, soit de l'aisance au nécessaire, soit du nécessaire à la misère ; & ces conséquences naturelles des deux modes d'augmentation prouvent, combien il seroit faux de considérer la prospérité des nations sous le système de l'Economie politique moderne, en raison composée de leur richesse réelle & de leur population ; & combien est vrai le principe qui fixe cette prospérité, en raison composée de la raison directe de la richesse réelle & de l'inverse de la population.

Quelle opinion doit on donc se former des doctrines de tant d'Ecrivains sur l'Economie politique, qui ont regardé la population dans tous les cas, comme le grand

E &

& pour ainsi dire l'unique élément de la prospérité des nations ; & des pratiques de tant d'hommes d'Etat qui par des moyens artificiels ont cherché à forcer la population au de là de ses justes bornes ? Une grande population avec peu de richesse réelle est incontestablement le grand élément de la prospérité des nations sous le système d'agriculture absolue ; parceque par sa nature ce système d'Economie politique n'admet que peu de richesse réelle. Mais le système d'agriculture relative, fondé sur un système de manufactures, est il un système d'agriculture absolue, & n'est il pas enfin tems de cesser de confondre deux systèmes d'Economie politique aussi différens ?

Pourquoi la prospérité de l'Angleterre & le bien-être de ses hommes surpassent ils, du moins encore jusqu'ici, la prospérité & le bien-être des hommes de toutes les autres nations de l'Europe ? c'est parceque l'Angleterre

gleterre a beaucoup plus de richesse réelle que de population. Pourquoi les hommes de la France jouissent ils d'un sort si misérable & elle d'une prospérité si médiocre ? c'est parcequ'elle a beaucoup plus de population que de richesse réelle.

Doublez la richesse réelle de la France, sans toucher à sa population ; & vous quadruplerez peut-être sa prospérité. Doublez la population de l'Angleterre, sans toucher à sa richesse réelle, & vous détruirez peut-être les trois quarts de sa prospérité.

Jé ne dis pas que l'Angleterre ait assez de population, ni que la France en ait trop ; je serois bien loin des vrais principes ; car ces deux nations sont bien loin encore de la population qu'elles devroient avoir ; & l'occasion viendra, où je ferai toucher au doigt, pourquoi l'une n'a pas plus de population, & l'autre pas plus de richesse réelle.

[52]

Ici je dis seulement, que préparer le bien-être, avant de faire venir les hommes, est conforme à la saine raison, & fait nécessairement venir les hommes d'eux mêmes, s'ils ne sont pas empêchés de venir; & que faire venir les hommes, avant de préparer le bien-être, est tout à la fois contraire au bon sens & fatal dans ses conséquences.

C'est donc la richesse réelle & non la population, qui est le grand élément de la prospérité des nations sous le système de l'Economie politique moderne; puisque la population ne peut devenir élément de cette prospérité que par la richesse réelle, & que sous ce système d'Economie politique une grande population sans une grande richesse réelle ne présente qu'une grande calamité.

Voilà la première vérité que j'avois besoin de faire sentir, avant de procéder à la solution

[55]

solution de ma question. Une seconde vérité non moins évidente est; que sous le même système d'Economie politique c'est encore la richesse réelle & non la population, qui détermine la puissance des nations; & cette vérité, qui est une conséquence naturelle de la première, ne sera pas difficile à prouver.

Le revenu public des nations sous le système d'agriculture relative, fondé sur un système de manufactures, résulte des contributions, non pas prélevées sur la proportion générale de leur richesse réelle; mais levées sur les proportions particulières, dans lesquelles leur richesse réelle se trouve répartie entre leurs individus; & cette distinction est très importante.

Car quelque grande que puisse être, considérée en elle même, la richesse réelle des nations sous le système de l'Economie politique moderne, elle ne décide rien pour

E 3

leur

[54]

leur revenu public ; & avant de pouvoir juger, si une nation peut se donner un revenu public, & jusques à quel degré ; il faut nécessairement savoir, dans quelles proportions ses individus participent à sa richesse réelle ; puisque c'est dans leurs mains que ce revenu public doit être pris.

Mon intention n'est point d'entrer ici dans tous les détails de cette grande branche de l'Economie politique moderne ; je me réserve de la traiter à fond, lorsque l'ordre des choses m'y conduira ; & je n'en dirai dans ce discours, que ce qui sera nécessaire pour l'objet que je me propose.

Le terme moyen des proportions, dans lesquelles les individus participent à la richesse réelle, est donc la mesure du revenu public des nations sous le système de l'Economie politique moderne comme il est celle de leur prospérité ; & ce principe présente les choses dans l'ordre le plus naturel.

[55]

tuel. Car une nation qui jouit d'une grande prospérité doit être susceptible d'un grand revenu public ; comme une nation qui ne jouit que d'une prospérité médiocre ne doit être susceptible que d'un revenu public médiocre.

Ainsi le revenu public des nations sous le système de l'Economie politique moderne s'apprécie exactement d'après les mêmes règles que leur prospérité ; c'est à dire, il est en raison composée de la raison directe de la richesse réelle & de l'inverse de la population ; & par conséquent à population égale en raison directe de la richesse réelle ; & à richesse réelle égale en raison inverse de la population.

Un auteur Anglois d'une grande célébrité* ; & qu'on peut regarder comme le pere de l'arithmétique politique, a calculé ce

* Le Chey. William Petty.

[56]

que valoit un homme industrieux à l'Etat; & la formule, par laquelle il a exprimé cette valeur, a été citée & reçue comme une règle certaine par nombres d'Ecrivains après lui. Mais il ne m'est pas possible de la recevoir comme telle; & la suite de mes ouvrages fera voir, que sur ce point, comme sur d'autres encore dans le ressort de l'Economie politique moderne, cet auteur a plus suivi sa vive imagination que la vérité.

Dans toute science, dont les doctrines peuvent admettre le calcul, il faut nécessairement, que la plus profonde connoissance des principes précède l'invention des formules; puisque les formules ne sont autre chose, que des corollaires généraux tirés des principes de la science; & tant que les principes d'une science n'ont point été complètement développés; il est impossible de les réduire en calculs vrais. Comment l'auteur auroit il donc pu fonder des corollaires

[57]

rollaires généraux sur les principes d'une science, dont on ne devoit avoir dans son tems que des notions bien confuses; puisque même aujourd'hui ces principes sont encore si imparfaitement connus.

Les formules générales, dans telle science que ce puisse être, doivent embrasser précisément tous les cas qui leur appartiennent; comme dans la science du calcul, la formule générale du nombre pyramidal embrasse exactement tous les nombres de cette espèce, sans en omettre aucun, ni n'en admettre aucun d'étranger. Mais il s'en faut de beaucoup que la formule de l'auteur remplisse ces conditions; & je ferai voir dans son tems, que la valeur d'un homme industrieux à l'Etat doit être calculée bien autrement qu'il ne l'a fait.

Mon intention est certainement d'introduire des formules générales dans l'Economie politique moderne; j'en sens trop
l'utilité

[58]

l'utilité pour ne pas chercher à en établir le plus que je pourrai. Mais ces formules générales ne viendront qu'après les principes; parceque c'est aux principes & non à moi à les dicter. Je reprends le fil de mon discours.

La fraction caractéristique des proportions, dans lesquelles les individus d'une nation participent à sa richesse réelle, peut représenter le sort de ces individus sous trois modes différens; sous celui de l'aifance, sous celui du nécessaire, & sous celui de la misere; & comme il n'y a rien à prendre sur le nécessaire & encore moins sur la misere; il est évident, que ce n'est que sur l'aifance de leurs individus, que les nations sous le systême de l'Economie politique moderne peuvent former leur revenu public.

Et quoique dans la formation du revenu public des nations, les hommes d'Etat se
foient

[59]

foient peu embarrassés jusqu'ici de cette distinction du sort des peuples; il n'en est pas moins vrai, que forcer un revenu public sur des hommes qui gémissent dans la misere, ou qui ne jouissent que du stricte nécessaire, est un acte manifeste d'oppression; & d'autant plus coupable, que ce n'est jamais qu'aux hommes d'Etat eux mêmes, que les peuples doivent de gémir dans la misere, ou de ne jouir que du stricte nécessaire.

Pourquoi le systême d'agriculture absolue n'admet il point de revenu public, dans le sens où je prends ce mot? c'est parceque dans les principes de ce systême d'Economie politique les hommes ne jouissent que du nécessaire. Et si sous ce systême Rome a su autrefois se donner un revenu public; ce n'est pas de l'aifance de ses hommes, mais du pillage des autres nations que ce revenu public est venu.

Pourquoi

Pourquoi sous le système féodal, c'est à dire, sous le système d'agriculture relative, fondé sur un système d'esclavage, n'a-t-il pas été possible aux nations de l'Europe de se donner un revenu public ? c'est parce que sous ce système les hommes n'avoient en partage que la misère ; & que par la nature même de ce système d'Economie politique il étoit impossible, qu'ils pussent jamais parvenir à l'aisance.

Or dans les principes que j'ai développés, la misère devient le sort des hommes chez les nations qui ont plus de population que de richesse réelle ; le nécessaire chez les nations qui n'ont que strictement autant de richesse réelle que de population ; & l'aisance chez les nation qui ont plus de richesse réelle que de population. Et si je n'avois pas rendu ces trois vérités suffisamment sensibles ; on n'auroit besoin, pour s'en convaincre, que d'aller d'une nation de l'Europe à l'autre ; & l'on trouveroit chez

toutes

toutes le sort des peuples littéralement tel, que le déterminent ces trois proportions générales entre la richesse réelle & la population.

Ainsi une nation qui augmente sa richesse réelle sans augmenter sa population ou sans l'augmenter comme sa richesse réelle, augmente son revenu public, si elle en a un, ou s'en prépare un, si elle n'en a point ; puisque dès ce moment elle augmente le bien-être de ses hommes. Et une nation qui augmente sa population sans augmenter sa richesse réelle, ou sans l'augmenter comme sa population, diminue ou détruit son revenu public ; puisque dès ce moment elle diminue le bien-être de ses hommes.

L'Angleterre est la nation de l'Europe chez laquelle la richesse réelle forme la plus grande proportion avec la population ; & son revenu public surpasse relativement

ceux

ceux de toutes les autres nations de l'Europe. La proportion entre la richesse réelle de la France & sa population est fort inférieure à celle de l'Angleterre; & son revenu public est relativement fort au dessous de celui de cette nation.

Peut-être faudroit il à l'Angleterre une population double avec sa richesse réelle actuelle, pour réduire ses hommes au strict nécessaire, & faire disparaître son revenu public. Mais il est plus que probable, qu'un quart seulement d'augmentation dans la population de la France, sa richesse réelle restant la même, suffiroit pour réduire ses hommes aux dernières extrémités de la misère; & lui enlever jusqu'à la dernière obole de son revenu public.

Or si dans tous les cas la richesse réelle augmente le revenu public sans le secours de la population; & si dans tous les cas la population sans le secours de la richesse réelle

réelle le diminue; il est évident, que c'est la richesse réelle qui est l'élément primaire du revenu public des nations sous le système d'agriculture relative, fondé sur un système de manufactures; & que la population n'en est que l'élément secondaire.

Et comme le revenu public des nations sous le système d'agriculture relative, fondé sur un système de manufactures, est la même chose que leur puissance; il est manifeste, que sous ce système d'Economie politique, la puissance des nations dépend d'une manière absolue de leur richesse réelle & seulement d'une manière conditionnelle de leur population.

Est ce à ses six millions de population, ou à sa richesse réelle; que l'Angleterre a dû l'étonnante puissance, qu'on lui a vu déployer dans la dernière guerre contre quarante millions de population de ses ennemis? incontestablement à sa richesse réelle;

[64]

reelle ; puisque c'est à son grand revenu public qu'elle a dû sa grande puissance ; & que c'est à la grande proportion entre sa richesse réelle & sa population qu'elle a dû son grand revenu public. Car si avec sa richesse réelle l'Angleterre avoit eu proportionnellement autant de population, que les nations qu'elle a eu à combattre ; il est de toute évidence, qu'elle n'auroit jamais pu, ni se donner le même revenu public, ni montrer la même puissance.

Je dois observer, que par vrai revenu public je n'entends que celui qu'une nation est capable de se donner, sans arrêter les progrès de sa prospérité ; c'est à dire, sans épuiser l'aisance de ses peuples ; soit qu'elle le lève sur eux en totalité, soit qu'elle en laisse une partie en réserve dans leurs mains ; & que j'appelle revenu public destructeur celui qui absorbe l'aisance des peuples, ou empiète même sur leur nécessaire.

Si

[65]

J'observe aussi que par puissance je n'entends que celle qui appartient au système d'agriculture relative, fondé sur un système de manufactures ; & que les nations sous ce système exercent à la fois par leur richesse & par leur population ; & non celle, qui sous d'autres systèmes d'Economie politique ne peut rendre les nations redoutables que par leur seule population. Comme en Europe c'est le cas de la Russie sous son système d'agriculture relative, fondé sur un système d'esclavage ; comme en Asie c'est le cas des Tartares sous leur système de peuples pasteurs ; & comme autrefois c'étoit le cas de Rome sous son système d'agriculture absolue.

Dans tout ce que je viens de dire sur la population, la richesse réelle, la prospérité, le revenu public & la puissance des nations sous le système d'agriculture relative, fondé sur un système de manufac-

F

tures,

tures, je crois avoir développé des vérités utiles & importantes. Et quoiqu'il ne m'ait pas été possible d'établir ces vérités dans toute l'étendue de leurs preuves; parceque les principes nécessaires pour cet effet ne peuvent venir qu'à leur propre place; j'ose me flatter de leur avoir donné en attendant assez de force, pour les rendre évidentes aux yeux de ceux qui suivront la marche de mes raisonnements avec attention; & je les prendrai avec confiance pour bases dans la discussion du sujet particulier de ce discours, auquel je vais enfin arriver dans un moment; c'est à dire, je regarderai comme incontestable, que le partage des terres qui procurera aux nations sous le système de l'Economie politique moderne la plus grande richesse réelle, leur procurera aussi la plus grande prospérité, le plus grand revenu public & la plus grande puissance; & sera par conséquent le plus parfait.

Ce

Ce principe fondamental posé, il ne reste plus qu'à examiner, si c'est aux grandes ou aux petites divisions de terres, que l'avantage de la plus grande richesse réelle appartient; puisque décider ce cas, c'est décider la question que j'ai à résoudre. Je vais donc procéder à cet examen dans la simplicité ordinaire de ma méthode; après que j'aurai établi un seul principe de plus.

Deux éléments forment, comme je l'ai fait voir, la richesse réelle des nations sous le système d'agriculture relative, fondé sur un système de manufactures, la subsistance & les matières premières manufacturées; & deux classes d'hommes produisent entre elles la totalité de cette richesse réelle, les cultivateurs & les manufacturiers. Les cultivateurs produisent la subsistance & les matières premières brutes, & les manufacturiers produisent les matières premières manufacturées.

F 2

Par

Par subsistance je n'entends dans chaque nation, que celle que produisent ses propres cultivateurs ; & par matieres premieres manufacturées, que celles que produisent ses propres manufacturiers.

Par le seul travail des cultivateurs les nations sous le systême d'agriculture relative, fondé sur un systême de manufactures, ne seroient donc encore que dans un état de prospérité possible ; & ce n'est qu'au moment où le travail des manufacturiers se combine avec celui des cultivateurs, qu'elles s'élèvent à un état de prospérité actuelle.

Ainsi quoique les cultivateurs fournissent l'élément fondamental de la richesse réelle des nations sous le systême de l'Economie politique moderne ; ce ne sont pas eux, mais les manufacturiers qui fournissent l'élément déterminant de cette richesse réelle.

Quelque grande que puisse donc être la subsistance des nations sous le systême d'agriculture relative, fondé sur un systême de manufactures ; elle ne peut devenir pour elles richesse réelle, que par les matieres premieres manufacturées ; & il est évident, que sous ce systême d'Economie politique, une nation qui a plus de matieres premieres manufacturées que de subsistance a plus de richesse réelle, qu'une nation qui a plus de subsistance que de matieres premieres manufacturées ; de même qu'une nation qui a plus de richesse réelle que de population a plus de prospérité ; qu'une nation qui a plus de population que de richesse réelle.

La Pologne & la Sicile possèdent beaucoup plus de subsistance que de matieres premieres manufacturées ; & ces deux royaumes ne jouissent que de peu de prospérité, de peu de revenu public & de peu de puissance. L'Angleterre au contraire possède

[70]

possède beaucoup plus de matieres premières manufacturées que de subsistance ; & dans sa prospérité, dans son revenu public & dans sa puissance elle fort proportionnellement de toute comparaison avec la Pologne & la Sicile.

Or comme la richesse réelle est l'élément déterminant de la prospérité, du revenu public & de la puissance des nations sous le système de l'Economie politique moderne ; & que tel qu'est le déterminé, tel doit être le déterminant ; il est clair, que la richesse réelle des trois nations doit être comme leur prospérité, leur revenu public & leur puissance ; c'est à dire, très médiocre en Pologne & en Sicile, & très grande en Angleterre.

Je dis que la Pologne & la Sicile possèdent beaucoup plus de subsistance que de matieres premières manufacturées ; parceque leur subsistance excède de beaucoup leurs besoins,

[71]

besoins, & que leurs besoins excèdent de beaucoup leurs matieres premières manufacturées ; ou ce qui est la même chose, parceque ces deux royaumes sont en état d'exporter beaucoup de subsistance, & qu'ils sont forcés d'importer beaucoup de matieres premières manufacturées.

Je dis que l'Angleterre a beaucoup plus de matieres premières manufacturées que de subsistance ; parceque ses matieres premières manufacturées excèdent ses besoins dans une proportion beaucoup plus grande, que ne les excède sa subsistance ; ou ce qui est la même chose, parceque l'Angleterre a beaucoup plus de matieres premières manufacturées à exporter que de subsistance.

Il est évident, que les manufacturiers ne peuvent être nourris que sur le superflu de subsistance des cultivateurs. Ainsi plus la proportion de subsistance, que les cultivateurs

[72]

vateurs d'une nation consomment sur la totalité de celle qu'ils produiront, sera grande; moins il leur restera de superflu pour la nourriture des manufacturiers; & par conséquent moins le nombre des manufacturiers de la nation pourra être grand. Et moins la proportion de subsistance, que les cultivateurs d'une nation consomment sur la totalité de celle qu'ils produiront, sera grande; plus il leur restera de superflu pour la nourriture des manufacturiers; & par conséquent plus le nombre des manufacturiers de la nation pourra être grand.

Or comme la quantité de subsistance, que les cultivateurs consomment sur la totalité de celle qu'ils produisent, est en raison directe de leur population; & que la quantité de matieres premières manufacturées, que produisent les manufacturiers, peut également être regardée comme en raison directe de leur population; il est manifeste, que plus une nation aura de cultivateurs

[73]

cultivateurs pour produire la même masse de subsistance; moins elle pourra avoir de manufacturiers, de matieres premières manufacturées, & par conséquent de richesse réelle; & que moins une nation aura de cultivateurs pour produire la même masse de subsistance; plus elle pourra avoir de manufacturiers, de matieres premières manufacturées & par conséquent de richesse réelle.

La richesse réelle des nations sous le système d'agriculture relative, fondé sur un système de manufactures, doit donc être considérée, comme en raison composée de la raison directe de la population des manufacturiers & de l'inverse de la population des cultivateurs; & par conséquent à population égale des cultivateurs, comme en raison directe de la population des manufacturiers & à population égale des manufacturiers, comme en raison inverse de la population des cultivateurs.

Par

[74]

Par exemple, si dans un tems A la population des cultivateurs d'une nation avoit été comme 8 & la population des manufacturiers comme 6; & dans un tems B la population des cultivateurs comme 6 & la population des manufacturiers comme 8; la richesse réelle de la nation auroit été comme $\frac{2}{3}$ dans le tems A, & comme $\frac{3}{8}$ dans le tems B; & par conséquent de $\frac{7}{2}$, ou de plus de moitié plus grande dans le tems B que dans le tems A,

De même si la population des cultivateurs d'une nation A étoit comme 12, & la population des manufacturiers comme 4; la population des cultivateurs d'une nation B comme 10, & la population des manufacturiers comme 6; & la population des cultivateurs d'une nation C comme 8 & la population des manufacturiers comme 8; la richesse réelle de la nation A seroit comme $\frac{1}{2}$; la richesse réelle de la nation B comme $\frac{6}{10}$; la richesse réelle de la nation C comme

[75]

comme $\frac{3}{5}$; & la richesse réelle relative des nations A, B, C seroit comme les nombres 5, 9, 15.

Ce principe a l'expérience pour garant parfait de sa vérité. Car en le vérifiant sur les nations de l'Europe; on n'en trouvera aucune, dont la richesse réelle, je veux dire celle qui appartient au système d'agriculture relative, fondé sur un système de manufactures, & qui détermine la prospérité & la puissance des nations qui se gouvernent sous ce système, ne soit exactement telle, que la fixe la règle que je viens d'établir. Au reste il est aisé de voir, que dans l'établissement de ce principe je suppose comme de raison toutes choses égales; c'est à dire, que les manufacturiers des nations opéreroient leur travail, soit sous les mêmes avantages, soit sous les mêmes défavantages.

La question que j'ai à résoudre se trouve donc réduite à une grande simplicité. Car

si

[76]

si j'ai prouvé, que la richesse réelle des nations sous le système de l'Economie politique moderne étoit l'élément déterminant de leur prospérité, de leur revenu public & de leur puissance; si j'ai prouvé, que leurs matieres premières manufacturées étoient l'élément déterminant de leur richesse réelle; & si j'ai prouvé, que la proportion entre la population de leurs manufacturiers & celle de leurs cultivateurs déterminoit la masse de leurs matieres premières manufacturées; il est évident, que j'ai prouvé, que la proportion entre la population de leurs manufacturiers & celle de leurs cultivateurs déterminoit leur richesse réelle, leur prospérité, leur revenu public & leur puissance.

Ainsi plus la proportion entre la population des manufacturiers & celle des cultivateurs sera grande dans une nation, plus son système d'agriculture relative, fondé sur un système de manufactures, s'éloignera
du

[77]

du système d'agriculture absolue; & plus il admettra de richesse réelle, de prospérité, de revenu public & de puissance. Et plus la proportion entre la population des cultivateurs & celle des manufacturiers sera grande dans une nation, plus son système d'agriculture relative, fondé sur un système de manufactures, approchera du système d'agriculture absolue; & moins il admettra de richesse réelle, de prospérité, de revenu public & de puissance.

Le grand intérêt des nations sous le système d'agriculture relative, fondé sur un système de manufactures, est donc manifestement de se donner sur leur subsistance la plus grande population en manufacturiers avec la plus petite population en cultivateurs; & il ne reste plus qu'à savoir, si c'est sous le système des grandes ou sous celui des petites divisions de terres, qu'elles peuvent se procurer cet avantage; ce qu'après tant, mais de si nécessaires prémisses, je

[78]

je vais enfin entreprendre de décider le plus clairement qu'il me sera possible.

Les hommes exécutent leurs travaux de deux manières générales ; avec leurs seuls bras, ou avec le secours de machines, animées ou inanimées ; car dans le nombre des machines je place les animaux ; & l'expérience & la raison démontrent, que dans le premier cas il faut nécessairement un plus grand nombre d'hommes que dans le second, pour exécuter dans le même tems la même quantité de travail. La culture de la terre exige un plus grand nombre de cultivateurs, lorsqu'elle n'est opérée qu'avec leurs seuls bras, que lorsque dans leurs travaux ils sont aidés par des machines ; il faut plus d'hommes pour labourer dans le même tems un arpent de terre avec la bêche qu'avec la charrue.

Il est vrai ; que l'expérience prouve aussi, que le travail avec la bêche opère une culture

[79]

culture plus parfaite, & par conséquent plus productive que le travail avec la charrue ; & de là sembleroit résulter, qu'il seroit de l'intérêt des nations sous le système d'agriculture relative, fondé sur un système de manufactures, de cultiver leurs terres de préférence avec les seuls bras de leurs cultivateurs ; afin de se ménager une plus grande masse de subsistance, & par conséquent un plus grand fondement de richesse réelle, de prospérité & de puissance.

Mais s'il est vrai, que les cultivateurs avec la bêche opèrent une culture plus parfaite & plus productive, que les cultivateurs avec la charrue ; il est également vrai, qu'ils consomment une plus grande quantité de subsistance ; puisque, toutes choses égales, plus d'hommes doivent nécessairement consommer plus de subsistance que moins d'hommes.

La

La question est donc de savoir, dans quelles proportions les deux especes de cultivateurs consomment la subsistance qu'ils produisent; c'est à dire, quelle proportion forme dans les deux genres de culture la subsistance consommée avec la subsistance produite; ou ce qui est la même chose, laquelle des deux classes de cultivateurs laisse le plus grand superflu, sa subsistance prélevée sur la totalité de celle qu'elle produit.

Il n'y a point de nation en Europe qui ne renferme encore dans son sein des familles de cultivateurs, réduites à la nécessité de cultiver leurs terres avec le seul secours des bras; & par-tout on voit ce genre de culture accompagné des mêmes circonstances; c'est à dire, par-tout on voit des petites portions de terres bien cultivées, & sur leur produit beaucoup d'hommes nourris & maintenus; mais dans la proportion seulement de nécessaire.

Ces

Ces faits, que l'expérience présente généralement, semblent prouver; que la culture de la terre sans le secours des machines n'est capable d'opérer, que la seule subsistance des cultivateurs; puisque dans ce mode de culture tout ce qui est en état de travailler travaille, & que personne ne vit dans l'oïveté sur le superflu du produit du travail des autres.

Mais je ne veux ni prononcer la question décidée, ni chercher à l'éclaircir plus amplement. Pour ce que je me propose je n'ai pas besoin d'aller si loin; & d'ailleurs l'agriculture expérimentale qui n'a jamais embrassé cet objet d'une manière particulière dans ses recherches, m'a trop abandonné à moi même, pour qu'il me fut possible de répandre sur cette matière des lumières bien satisfaisantes.

La seule chose que je crois pouvoir avancer avec certitude est; que dans tous

G

les

[82]

les cas les cultivateurs avec le seul secours des bras doivent nécessairement laisser moins de superflu de subsistance, que les cultivateurs avec le secours des machines ; la subsistance des uns & des autres prélevée sur la totalité de celle que leur travail produiroit ; & voici mon raisonnement.

Si les cultivateurs étoient capables d'opérer un plus grand superflu de subsistance par le travail avec la bêche que par celui avec la charrue ; les fermiers chez toutes les nations sous le système d'agriculture relative, fondé sur un système de manufactures, auroient eu le plus grand intérêt de bannir les machines des travaux de l'agriculture, & de ne jamais opérer la culture de leurs terres qu'avec les seuls bras des cultivateurs.

Car que cherche un fermier sous le système d'agriculture relative, fondé sur un système

[83]

système de manufactures ? est ce simplement une grande masse de productions de la terre, ou un grand superflu au de là de ses propres besoins & de ceux des cultivateurs qui coopèrent avec lui à la culture de la terre ? Sans contredit un grand superflu ; puisque ce n'est que sur ce superflu qu'il peut s'enrichir dans le genre de richesse, qui appartient au système d'Economie politique sous lequel il existe. Son grand intérêt est donc manifestement, de donner la préférence au genre de culture qui dans tous les cas lui laisse le plus grand superflu.

Or si les fermiers sous le système d'agriculture relative, fondé sur un système de manufactures, ont donné dans tous les tems & chez toutes les nations à la culture avec la charrue la préférence sur la culture avec la bêche ; cette conduite de leur part n'offre-t-elle pas une preuve évidente, que l'expérience leur a appris ; que les cultivateurs

[84]

vateurs avec la bêche étoient incapables de leur procurer un aussi grand superflu, que les cultivateurs avec la charrue.

Si l'on disoit, que les fermiers sous le système d'agriculture relative, fondé sur un système de manufactures, n'ont donné à la culture avec la charrue la préférence sur la culture avec la bêche, que parcequ'ils y ont été forcés, & qu'il leur auroit été impossible de se procurer cette multitude de bras, qu'auroit nécessairement exigés la culture avec la bêche; on feroit dans la plus grande erreur. Car par-tout où la grande voix de l'intérêt appelle les hommes, elle les fait venir; & cette vérité doit être regardée comme le plus incontestable axiome dans l'Economie politique.

Si c'étoit par le défaut de bras, que les fermiers sous le système d'agriculture relative, fondé sur un système de manufactures, eussent été réduits à la nécessité de
cultiver

[85]

cultiver leurs terres avec le secours des machines; pourquoi chez les nations qui perfectionnent leur culture, verroit on les fermiers graduellement supprimer le travail des bras, & lui substituer à grands frais celui des machines dans des opérations, que dans un état moins avancé de leur culture ils n'exécutoient qu'avec les seuls bras des cultivateurs? Cette suppression de bras volontaire ne prouve-t-elle pas clairement; que ce n'est pas par nécessité mais par choix, que sous le système de l'Economie politique moderne les machines ont été introduites dans l'agriculture.

Que l'on parcoure l'Angleterre dans ses parties bien cultivées; par exemple, dans les comtés de Norfolk, de Suffolk, d'Essex & de Kent; & l'on verra combien les fermiers dans ces comtés ont inventé de machines, & sont encore continuellement occupés à en inventer; dans l'unique vue d'épargner des bras, ou ce qui est la même
G 4 chose,

[86]

chose, d'avoir le moins de déductions à souffrir sur la masse totale des productions de leurs terres, & de se ménager par conséquent le plus grand superflu possible. Et la grande opulence de ces fermiers, comparée avec la situation moins avancée des fermiers dans les comtés, où la culture s'opère avec moins de machines, offre la preuve démonstrative; que les cultivateurs avec le seul secours des bras sont incapables de laisser autant de superflu de subsistance, que les cultivateurs avec le secours des machines.

Or comme laisser moins de superflu de subsistance sous le système d'agriculture relative, fondé sur un système de manufactures, est la même chose; que laisser moins de manufacturiers, moins de matières premières manufacturées, moins de richesse réelle, moins de prospérité, moins de revenu public & moins de puissance; il est manifeste, que la culture des terres avec le
seul

[87]

seul secours des bras doit être bannie de ce système d'Economie politique, comme préjudiciable & contraire à tous les grands intérêts des nations qui se gouvernent sous ses principes.

C'est au système d'agriculture absolue qu'appartient exclusivement ce genre de culture. Car comme sous ce système d'Economie politique, il n'y a qu'un seul genre de richesse réelle, & qu'une seule espèce d'hommes, de la subsistance & des cultivateurs; il est clair, qu'il ne faut que subsistance & population, pour former le genre de prospérité & de puissance des nations qui se gouvernent sous ce système d'agriculture; & la culture des terres avec le seul secours des bras est sans contredit le moyen le plus efficace, pour opérer dans le plus haut degré ce genre de prospérité & de puissance; puisqu'elle est le moyen le plus efficace, pour opérer la plus grande

masse de subsistance & la plus grande population.

Mais comme sous le système d'agriculture relative, fondé sur un système de manufactures, il y a deux genres de richesse réelle, de la subsistance & des matières premières manufacturées ; & deux espèces d'hommes, des cultivateurs & des manufacturiers ; il est évident, qu'il faut nécessairement population, subsistance & matières premières manufacturées, pour former la prospérité & la puissance des nations qui se gouvernent sous ce système d'Economie politique, & ce n'est qu'en opérant la culture de leurs terres avec le secours des machines, que ces nations peuvent se donner ce genre de prospérité & de puissance dans le plus haut degré.

La culture des terres avec le seul secours des bras est également incompatible avec le système d'agriculture relative, fondé

I

sur

sur un système d'esclavage. Car comme dans l'esprit de ce système d'Economie politique, la plus grande population en hommes libres doit être maintenue par la plus petite population en esclaves ; il est clair, que sous ce système chaque cultivateur doit produire le plus grand superflu de subsistance possible.

Le génie célèbre * qui a tant illustré ce siècle & sa patrie, a donc eu des notions parfaitement justes de l'essence & de la nature du système d'agriculture absolue, lorsqu'il a blâmé l'introduction de la charrue dans les travaux de l'agriculture. Mais il faut qu'il n'en ait eu que de bien confuses de l'essence & de la nature du système d'agriculture relative, fondé sur un système de manufactures, pour n'avoir pas senti l'importance & la nécessité des machines sous ce système d'agriculture ; &

* M. de Montesquieu.

[90]

ce n'est malheureusement, il m'en coûte de le dire, ni la seule ni la plus dangereuse erreur, que présentent les Ecrits de ce grand homme en matière d'Economie politique.

J'ai dû avant toutes choses déterminer le genre de culture qui appartient au système d'agriculture relative, fondé sur un système de manufactures; & sous lequel seul les nations peuvent se donner la prospérité & la puissance qui caractérisent essentiellement ce système d'Economie politique. Cela étoit d'autant plus nécessaire, que la plupart des Ecrivains ont confondus les deux genres de culture, comme ils ont confondus les deux systèmes d'Economie politique; pour n'avoir jamais voulu voir, que la prospérité des nations sous le système de l'Economie politique moderne ne consistoit pas plus dans une grande masse de subsistance, que dans une grande population.

A présent

[91]

présent il me reste à voir, si la proportion dans la division des terres influe sur la perfection de ce genre de culture; & dans ce cas, si c'est sur les grandes ou sur les petites divisions de terres, qu'il devient capable d'opérer le plus grand superflu de subsistance; & par conséquent la plus grande population en manufacturiers avec la plus petite population en cultivateurs.

Lorsqu'un fermier introduit un système de machines dans les travaux de l'agriculture, c'est à dire, une machine principale avec ses machines accessoires, animées & inanimées; il avance à sa terre un capital, dont il s'attend qu'elle le remboursera avec intérêt & profit, non pas dans la même année, mais par une annuité plus ou moins longue; & il en est de même de toutes les machines que les hommes introduisent dans leurs travaux. Le capital dépensé pour la machine ne rentre à l'entrepreneur que graduellement, sur les épargnes que
la

la machine lui procure dans les travaux de son entreprise.

Ainsi pour qu'un fermier puisse être en état d'introduire des machines dans ses travaux ; il faut nécessairement qu'il possède des capitaux superflus ; c'est à dire, des capitaux, dont il puisse supporter la rentrée plus ou moins tardive ; & par conséquent différens de ceux, que sa terre lui rembourse chaque année ; & plus il aura de capitaux superflus, plus il sera en état de multiplier les machines dans ses travaux.

Pour donner aux petites divisions de terres dans la discussion de mon sujet toute la faveur possible, je supposerai deux choses ; la première, que leurs propriétaires sont continuellement en état d'introduire & de multiplier les machines dans l'agriculture, dans une aussi grande proportion que les propriétaires des grandes divisions ;

sions ; la seconde, qu'il ne faut que deux chevaux & un homme pour opérer & conduire l'action d'une charrue.

Je supposerai de plus ; qu'une charrue peut embrasser dans ses opérations, c'est à dire, cultiver parfaitement jusques à soixante arpens de terres, distribués dans une juste proportion en terres arables & autres. Et comme il est probable, qu'il faut une aussi grande proportion de terre pour fournir à la nourriture d'un cheval, que pour fournir à celle d'un laboureur ; je confondrai l'un avec l'autre, & je les dénoterai ensemble sous le nom général de bras.

Dans ces suppositions, je vais considérer six nations A, B, C, D, E, F sous les divisions de terres suivantes ; savoir, la nation A sous des divisions de 10, 20, 30, 40, & 50 arpens ; la nation B sous des divisions de 70, 80, 90, 100, & 110 arpens ;

[94]

pens ; la nation C sous des divisions de 130, 140, 150, 160, & 170 arpens ; la nation D sous des divisions de 190, 200, 210, 220, & 230 arpens ; la nation E sous des divisions de 250, 260, 270, 280, & 290 arpens ; la nation F sous des divisions de 310, 320, 330, 340, & 350 arpens. Et à la division près les territoires des six nations sont supposés parfaitement semblables dans toutes leurs circonstances ; c'est à dire, d'une même étendue, d'une même nature, d'une même fertilité, & dans toutes leurs divisions répartis dans une même proportion en terres arables & autres.

Ces divisions de terres sont purement arbitraires, & je ne les ai choisies dans ces proportions que pour simplifier le calcul ; car telles autres divisions qu'on put leur substituer, les conséquences générales que je vais en déduire resteroient les mêmes. J'observe aussi, qu'en attribuant soixante arpens

[95]

arpens de terres à chaque charrue ; je n'ai point entendu attacher au mot arpent une mesure déterminée ; mais seulement une mesure en général.

La première chose à découvrir c'est l'exacte proportion en charrues, que doit avoir sur ses divisions chaque nation à divisions de terres inférieures, pour se trouver en parfaite égalité avec la proportion en charrues, qu'a sur ses divisions chaque nation à divisions de terres supérieures ; car c'est de cette équation que doit sortir la solution du problème des grandes & des petites divisions de terres. Or on trouve par le calcul.

1°. Que dans la proportion des six charrues, avec lesquelles la nation F est en état de cultiver ses divisions de terres de 310, 320, 330, 340, & 350 arpens ; la nation E devrait cultiver les siennes de 250, 260, 270, 280, & 290 arpens avec

[96]

$4\frac{26}{37}$, $4\frac{28}{32}$, $4\frac{30}{33}$, $4\frac{32}{34}$, & $4\frac{34}{35}$ de charrues ; la nation D les fiennes de 190, 200, 210, 220 & 230 arpens avec $3\frac{21}{31}$, $3\frac{24}{32}$, $3\frac{27}{33}$, $3\frac{30}{34}$ & $3\frac{33}{35}$ de charrues ; la nation C les fiennes de 130, 140, 150, 160 & 170 arpens avec $2\frac{16}{31}$, $2\frac{20}{32}$, $2\frac{24}{33}$, $2\frac{28}{34}$ & $2\frac{32}{35}$ de charrues ; la nation B les fiennes de 70, 80, 90, 100 & 110 arpens avec $1\frac{11}{31}$, $1\frac{16}{32}$, $1\frac{21}{33}$, $1\frac{26}{34}$ & $1\frac{31}{35}$ de charrues ; & la nation A les fiennes de 10, 20, 30, 40 & 50 arpens avec $\frac{6}{31}$, $\frac{12}{32}$, $\frac{18}{33}$, $\frac{24}{34}$, & $\frac{30}{35}$ de charrue.

2°. Que dans la proportion des cinq charrues, avec lesquelles la nation E est en état de cultiver ses divisions de terres de 250, 260, 270, 280 & 290 arpens ; la nation D devrait cultiver les fiennes de 190, 200, 210, 220 & 230 arpens avec $3\frac{20}{33}$, $3\frac{22}{32}$, $3\frac{24}{31}$, $3\frac{26}{30}$ & $3\frac{28}{29}$ de charrues ; la nation C les fiennes de 130, 140, 150, 160 & 170 arpens avec $2\frac{15}{35}$, $2\frac{18}{36}$, $2\frac{21}{37}$, $2\frac{24}{38}$ & $2\frac{27}{39}$ de charrues ; la nation B les fiennes de 70, 80, 90, 100 & 110 arpens avec $1\frac{10}{35}$,

[97]

$1\frac{10}{35}$, $1\frac{14}{34}$, $1\frac{18}{33}$, $1\frac{22}{32}$ & $1\frac{26}{31}$ de charrues ; & la nation A les fiennes de 10, 20, 30, 40 & 50 arpens avec $\frac{5}{35}$, $\frac{10}{36}$, $\frac{15}{37}$, $\frac{20}{38}$ & $\frac{25}{39}$ de charrue.

3°. Que dans la proportion des quatre charrues, avec lesquelles la nation D est en état de cultiver ses divisions de terres de 190, 200, 210, 220 & 230 arpens ; la nation C devrait cultiver les fiennes de 130, 140, 150, 160 & 170 arpens avec $2\frac{18}{38}$, $2\frac{20}{36}$, $2\frac{22}{34}$, $2\frac{24}{32}$ & $2\frac{26}{30}$ de charrues ; la nation B les fiennes de 70, 80, 90, 100 & 110 arpens avec $1\frac{9}{39}$, $1\frac{12}{36}$, $1\frac{15}{33}$, $1\frac{18}{30}$ & $1\frac{21}{27}$ de charrues ; & la nation A les fiennes de 10, 20, 30, 40 & 50 arpens avec $\frac{4}{39}$, $\frac{8}{36}$, $\frac{12}{33}$, $\frac{16}{30}$ & $\frac{20}{27}$ de charrue.

4°. Que dans la proportion des trois charrues, avec lesquelles la nation C est en état de cultiver ses divisions de terres de 130, 140, 150, 160 & 170 arpens ; la nation B devrait cultiver les fiennes de

H

70,

[98]

70, 80, 90, 100 & 110 arpens avec $1\frac{8}{13}$, $1\frac{10}{14}$, $1\frac{12}{15}$, $1\frac{14}{16}$ & $1\frac{16}{17}$ de charrues; & la nation A les fiennes de 10, 20, 30, 40 & 50 arpens avec $\frac{1}{3}$, $\frac{2}{4}$, $\frac{3}{5}$, $\frac{4}{6}$ & $\frac{5}{7}$ de charrue.

5°. Que dans la proportion des deux charrues, avec lesquelles la nation B est en état de cultiver ses divisions de terres de 70, 80, 90, 100 & 110 arpens, la nation A devrait cultiver les fiennes de 10, 20, 30, 40 & 50 arpens avec $\frac{2}{7}$, $\frac{4}{8}$, $\frac{6}{9}$, $\frac{8}{10}$ & $\frac{10}{11}$ de charrue.

Il seroit superflu de tracer dans le même ordre les termes moyens des cinq fractions de charrue dans chaque nation. Je ne ferai qu'une seule comparaison; celle des nations A, B, C, D, E, avec la nation F; & ce qui résultera de cette comparaison s'appliquera également aux nations A, B, C, D, comparées avec la nation E; aux nations A, B, C comparées avec la nation D; aux

[99]

D; aux nations A, B comparées avec la nation C; & à la nation A comparée avec la nation B. Et comme dans mes raisonnements je ne veux arriver qu'à des conséquences générales; il seroit encore superflu d'exprimer les cinq termes moyens, dont j'ai besoin, avec une exactitude minutieuse.

Dans l'expression de ces cinq termes moyens, je n'irai donc pas au de là des premières fractions décimales; & sur ce pied le calcul les donne comme 0.9', 0.8', 0.7', 0.6', 0.5'; c'est à dire, dans la proportion des six charrues, avec lesquelles la nation F est en état de cultiver ses divisions de terres, les nations A, B, C, D, E devraient cultiver les leurs avec 0.5', 1.6', 2.7', 3.8', 4.9', de charrues; savoir, la nation A les fiennes avec 0.5'; la nation B les fiennes avec 1.6'; la nation C les fiennes avec 2.7'; la nation D les

H 2

fiennes

[100]

fiennes avec 3. 8' ; & la nation E les fiennes avec 4. 9'.

Mais comme il est impossible de cultiver la terre avec des fractions de charrue, c'est à dire, avec des fractions de chevaux & d'hommes ; il est évident, qu'il faut nécessairement, que les nations A, B, C, D, E cultivent leurs divisions de terres proportionnellement, soit avec moins, soit avec plus de charrues que la nation F ; que la nation A cultive les fiennes soit sans charrue soit avec une charrue ; la nation B les fiennes soit avec une soit avec deux charrues ; la nation C les fiennes soit avec deux soit avec trois charrues ; la nation D les fiennes soit avec trois soit avec quatre charrues ; & la nation E les fiennes soit avec quatre soit avec cinq charrues.

Dans le premier cas, c'est à dire, dans le cas où les nations A, B, C, D, E opéreroient leur culture proportionnellement
avec

[101]

avec moins de charrues que la nation F ; le territoire de la nation A ne se trouveroit point cultivé dans les principes d'un système d'agriculture relative, fondé sur un système de manufactures ; & les territoires des nations B, C, D, E se trouveroient nécessairement plus mal cultivés que le territoire de la nation F ; puisque j'ai supposé, qu'une charrue ne pouvoit cultiver parfaitement que soixante arpens de terres. En particulier le territoire de la nation B se trouveroit plus mal cultivé que celui de la nation C ; celui de la nation C plus mal cultivé que celui de la nation D ; celui de la nation D plus mal cultivé que celui de la nation E ; & celui de la nation E plus mal cultivé que celui de la nation F.

Dans le second cas, c'est à dire, dans le cas où les nations A, B, C, D, E opéreroient leur culture proportionnellement avec plus de charrues que la nation F ; la

H 3 culture

[102]

culture des territoires des nations A, B, C, D, E s'opéreroit nécessairement avec plus de chevaux & d'hommes, c'est à dire, avec plus de bras, que celle du territoire de la nation F, sans être pour cela plus productive; puisque j'ai supposé une charrue capable d'opérer la parfaite culture de soixante arpens de terres. En particulier la culture du territoire de la nation A exigeroit plus de bras que celle du territoire de la nation B; celle du territoire de la nation B en exigeroit plus que celle du territoire de la nation C; celle du territoire de la nation C plus que celle du territoire de la nation D; celle du territoire de la nation D plus que celle du territoire de la nation E; & celle du territoire de la nation E plus que celle du territoire de la nation F.

Dans tous les cas les nations A, B, C, D, E seroient donc hors d'état de se mé-

nager

[103]

nager un aussi grand superflu de subsistance que la nation F. En particulier la nation A seroit hors d'état de s'en ménager un aussi grand que la nation B; la nation B un aussi grand que la nation C; la nation C un aussi grand que la nation D; la nation D un aussi grand que la nation E; & la nation E un aussi grand que la nation F.

Dans tous les cas les nations A, B, C, D, E seroient donc hors d'état de se donner un aussi grand nombre de manufacturiers que la nation F. En particulier la nation A seroit hors d'état de s'en donner un aussi grand nombre que la nation B; la nation B un aussi grand nombre que la nation C; la nation C aussi grand nombre que la nation D; la nation D un aussi grand nombre que la nation E; & la nation E un aussi grand nombre que la nation F.

H 4

Dans

[104]

Dans tous les cas la proportion entre la population des manufacturiers & celle des cultivateurs ne pourroit donc jamais être aussi grande dans les nations A, B, C, D, E que dans la nation F. En particulier elle ne pourroit jamais être aussi grande dans la nation A que dans la nation B; aussi grande dans la nation B que dans la nation C; aussi grande dans la nation C que dans la nation D; aussi grande dans la nation D que dans la nation E; & aussi grande dans la nation E que dans la nation F.

Dans tous les cas les nations A, B, C, D, E ne pourroient donc jamais s'élever à autant de richesse réelle que la nation F. En particulier la nation A ne pourroit jamais s'élever à autant que la nation B; la nation B à autant que la nation C; la nation C à autant que la nation D; la nation D à autant que la nation E; & la nation E à autant que la nation F.

Dans

[105]

Dans tous les cas les nations A, B, C, D, E resteroient donc inférieures en prospérité & en puissance à la nation F. En particulier la nation A resteroit inférieure à la nation B; la nation B inférieure à la nation C; la nation C inférieure à la nation D; la nation D inférieure à la nation E; & la nation E inférieure à la nation F.

Voilà la chaîne des conséquences qui résulteroit des divisions de terres des nations A, B, C, D, E, F; & comme à chaque nouveau système de machines que les six nations introduiroient dans leur culture au delà de la charrue, les territoires des nations à divisions inférieures se trouveroient perpétuellement ou plus mal cultivés ou cultivés avec plus de bras, que les territoires des nations à divisions supérieures; il est manifeste, que les nations à divisions supérieures surpasseroient perpétuellement les nations à divisions inférieures en superflu de subsistance,

en

en nombre de manufacturiers, en proportion entre la population des manufacturiers & celle des cultivateurs ; & par conséquent en richesse réelle, en prospérité, en revenu public & en puissance.

L'avantage des grandes divisions de terres sous le système d'agriculture relative, fondé sur un système de manufactures, est donc une vérité rigoureusement démontrée. Car si les principes, sur lesquels j'ai fondé cette doctrine, & les conséquences que j'ai tiré de ces principes, n'admettent aucun doute ; je veux dire, s'il est vrai, que sous le système de l'Economie politique moderne la richesse réelle, la prospérité, le revenu public & la puissance des nations dépend d'une manière absolue, de la proportion entre la population de leurs manufacturiers & celle de leurs cultivateurs ; & s'il est vrai, que cette proportion dépend d'une manière absolue du superflu de subsistance de leurs cultivateurs ; il est incontestable, que

que dans leur richesse réelle, dans leur prospérité, dans leur revenu public & dans leur puissance, ces nations sont incapables de s'élever au dessus de la proportion dans la division de leurs terres ; puisque le superflu de subsistance de leurs cultivateurs dépend d'une manière absolue de cette proportion.

Peut-être m'objectera-t-on, qu'en supposant les divisions de terres de la nation A de soixante arpens & celle des nations B, C, D, E, F des multiples exacts de cette unité, mes raisonnements seroient tombés ; puisqu'alors les divisions de terres des six nations n'auroient eu aucun avantage les unes sur les autres. Mais sous le système de l'Economie politique moderne qui par sa nature admet & introduit nécessairement la plus grande & la plus irrégulière inégalité dans les fortunes, le territoire d'aucune nation ne peut être supposé réparti en divisions égales ou pro-

por-

portionnelles; & j'ai dû partir d'après l'état réel des choses.

Les grandes divisions de terres doivent donc être regardé comme une condition essentielle du système d'agriculture relative, fondé sur un système de manufactures; puisqu'il est impossible aux nations sous ce système d'Economie politique de développer leur richesse réelle, leur prospérité, leur revenu public & leur puissance dans une aussi grande proportion sur les petites, que sur les grandes divisions de terres.

Mais en regardant les grandes divisions de terres comme une condition essentielle dans l'Economie politique moderne, j'entends que ce système d'Economie politique seroit invariablement conduit sur ses vrais principes. Car, comme je l'ai déjà dit dans une autre place, je n'ai point de théorèmes pour la marche irrégulière & défordonnée, que suivent dans leur Eco-

nomie politique les nations de l'Europe; & je sens parfaitement, que pour ne faire autre chose que monter & descendre, avancer & rétrograder, ou s'arrêter dans leur prospérité, toutes les divisions de terres peuvent leur être bonnes.

L'observation, que je viens de faire, me fournit une occasion naturelle d'en faire une autre. On me reproche d'attacher une trop grande importance aux fonctions & aux déterminations de l'homme d'Etat dans la conduite de l'Economie politique; parcequ'on pense que les choses, pour aller, n'ont pas besoin d'une attention si vigilante & d'une intervention si laborieuse de sa part, que je l'exige.

Mais nous ne différons sur cela de sentiment ceux qui me font ce reproche & moi; que parceque nous ne partons ni de systèmes d'Economie politique ni d'hommes d'Etat semblables. Moi je suppose mon

[110]

homme d'État à la tête d'un système d'Economie politique fondé sur des principes vrais. Eux au contraire supposent le leur comme ils le trouvent, & comme il se présente malheureusement par-tout; à la tête d'un système d'Economie politique fondé sur des principes faux; & je n'ai jamais prétendu, que mes doctrines fussent applicables à d'autres systèmes d'Economie politique, ni à d'autres hommes d'État, qu'aux miens.

J'accorde parfaitement, que dans nombres de cas il peut être beaucoup mieux de laisser aller les choses d'elles mêmes, que de les conduire sur les principes d'un système d'Economie politique faux; mais cela ne me regarde pas; parceque je n'accorderai jamais, qu'il puisse exister un seul cas, où il fut plus avantageux de laisser aller les choses au hazard, que de les conduire sur les principes d'un système d'Economie politique vrai. J'ai cru devoir m'expliquer
sur

[111]

sur cela une fois pour toutes; & je rentre dans mon sujet.

On conviendra, que j'ai démontré l'avantage des grandes divisions de terres sous les suppositions les plus favorables aux petites divisions. Car en supposant les propriétaires des petites divisions de terres continuellement en état d'introduire & de multiplier les machines dans leur culture, dans une aussi grande proportion que les propriétaires des grandes divisions; j'ai certainement supposé plus que je ne devois faire.

On conviendra également, qu'en ne comptant que deux chevaux & un homme par charrue, j'ai compté moins que je ne devois faire. Car en Angleterre même on trouve dans plus d'un comté quatre, six & même jusqu'à huit chevaux & deux hommes appliqués à une charrue; & quand on ne supposeroit par charrue, les unes
comptées

[112]

comptées dans les autres, que trois chevaux & un homme ; la culture des petites divisions de terres se trouveroit exiger plus de bras que celle des grandes divisions, dans une proportion sensiblement plus grande, que celle qui résulte de ma supposition.

Au reste je ne prétends point décider ce qu'on doit précisément entendre par grandes divisions de terres ; ce n'est pas mon affaire. Je ne fixe à ces divisions que des limites purement morales ; & ces limites morales font, de ne point excéder dans leurs dimensions le pouvoir du fermier de les embrasser, ménager & surveiller avec facilité dans l'universalité de leurs détails. Au de là de ces limites je les bannis de la classe des grandes divisions ; mais c'est à l'agriculture expérimentale à tracer les limites physiques qui les séparent des divisions excessives.

II

[113]

Il n'y a point de nation en Europe, chez laquelle on ait élevé tant de cris contre les grandes divisions de terres, qu'en Angleterre. Dans la confusion des idées il n'y a presque point de maux qu'on n'ait mis sur leur compte, & qu'on ne se soit cru autorisé de leur imputer.

D'un côté on a vu sous ses yeux coexister ensemble des pauvres, de la misère, de la cherté dans les denrées, & des grandes divisions de terres. De l'autre en portant les regards dans le passé, on a vu des petites divisions de terres accompagnées de circonstances toutes contraires. En falloit il davantage pour regarder les grandes divisions de terres, comme l'indubitable cause des pauvres, de la misère, & de la cherté dans les denrées ?

Pour donner à ce raisonnement la force démonstrative ; un Ecrivain * qui a cher-

* Le Dr. Price.

I

ché

[114]

ché à se faire une réputation sur cette matière, qu'il n'entendoit certainement pas, a accusé les grandes divisions de terres d'avoir dépeuplé les campagnes; & dans cette seule circonstance, sans rien considérer de plus, il a vu la source des maux qu'on leur a imputés.

Sans doute qu'elles ont dépeuplé les campagnes, & leurs défenseurs n'auroient jamais dû le nier. Mais leur reprocher ce dépeuplement, c'est leur faire un crime d'avoir rempli la plus indispensable condition du système d'agriculture relative, fondé sur un système de manufactures; & leur reprocher le plus essentiel service rendu à l'Angleterre, considérée comme une nation gouvernée sous ce système d'Economie politique; puisque sans le dépeuplement des campagnes il est impossible d'introduire ni de faire fleurir les manufactures dans aucune nation.

Comment

[115]

Comment une nation qui auroit encore tous ses hommes à la terre, & dont le territoire ne seroit encore capable de produire que la subsistance nécessaire pour nourrir les cultivateurs; c'est à dire, une nation qui seroit encore sous un système d'agriculture absolue, pourroit elle introduire chez elle les manufactures; si elle ne prenoit pas ses premiers manufacturiers dans la classe de ses cultivateurs? & comment ces cultivateurs devenus manufacturiers pourroient ils être nourris, s'ils étoient remplacés à la terre par d'autres cultivateurs?

N'est il pas manifeste, que dans ce cas les nouveaux cultivateurs consommeroient la même quantité de subsistance, que consommoient les anciens lorsqu'ils étoient encore à la terre; & que la nation ne se trouveroit pas avoir plus de superflu de subsistance après l'établissement de ses manufactures, qu'elle n'en auroit eu avant?

I 2

&

[116]

& n'est il pas de toute évidence, qu'il lui deviendrait impossible de pourvoir à la nourriture de ses manufacturiers, si les cultivateurs passés de la terre aux manufactures ne laissoient pas un vide absolu après eux dans les campagnes? Car je bannis constamment toute subsistance étrangère de la nourriture des manufacturiers.

En quittant la terre pour se faire manufacturier, le cultivateur tient au propriétaire ce langage: " Jusqu'ici j'ai voué
 " mon travail à la culture de votre terre,
 " & vous m'avez nourri en me donnant
 " une part dans la subsistance que mon
 " travail produisoit. Aujourd'hui mon
 " intention est de me séparer de vous &
 " de votre terre, & de vouer mon travail
 " aux manufactures.

" Je sens que je laisse le certain pour
 " l'incertain; & je ne me dissimule pas
 " les dangers & les risques auxquels je
 " m'expose

[117]

" m'expose en prenant ce parti. Car
 " comme les manufactures ne produisent
 " point de subsistance, je vois clairement
 " deux choses; la première, que je ne
 " pourrais pas manquer de mourir de faim
 " dans ma nouvelle situation, si je ne
 " continuois pas à recevoir de vous ma
 " nourriture comme auparavant; la se-
 " conde, que vous ne me donnerez cer-
 " tainement pas cette nourriture pour
 " rien. Mais tout cela ne m'arrête point;
 " parceque je vois qu'il est très facile de
 " nous arranger ensemble de manière, que
 " nous soyons parfaitement sûrs; moi,
 " d'être continuellement nourri par vous;
 " & vous, de trouver continuellement
 " votre avantage à me nourrir; & voici
 " comment.

" Quoique les manufactures ne produi-
 " sent point de subsistance, elles produisent
 " des choses qu'une classe d'hommes,
 " qu'on appelle consommateurs, recher-
 " chent

[118]

“ chent avec empressement, & qu'ils
 “ payent avec une chose généralement
 “ estimée par tous les hommes la plus
 “ précieuse chose au monde; parcequ'avec
 “ elle il n'y a rien au monde qu'on ne
 “ puisse se procurer. Ne me remplacez
 “ donc pas à votre terre par un autre
 “ homme; autrement cet homme mange-
 “ roit la portion de subsistance sur laquelle
 “ je compte pour moi; mais tachez de
 “ produire cette portion de subsistance
 “ d'une manière plus économique pour
 “ vous, que vous n'avez fait jusqu'ici; je
 “ veux dire, produisez la avec le secours
 “ des machines, car la terre travaillée
 “ avec les machines laisse beaucoup plus
 “ de superflu de subsistance, que lorsqu'elle
 “ n'est travaillée qu'avec les seuls bras des
 “ hommes. Gardez ensuite ce superflu
 “ de subsistance en réserve pour moi; je
 “ viendrai bien vite vous en débarrasser
 “ & le prendre en retour de la chose pré-
 “ cieuse.”

Voilà

[119]

Voilà comme dans le premier établisse-
 ment de ses manufactures, une nation
 seroit nécessairement obligée de dépeupler
 ses campagnes, pour être en état de former
 & de nourrir la classe de ses manufacturiers.
 Et voilà comme dans toute nation qui
 auroit le bonheur de voir son Economie
 politique affranchie des obstacles, que l'ig-
 norante main de l'homme d'Etat peut op-
 poser au cours naturel des choses; le fermier
 seroit avec le manufacturier un pacte per-
 pétuel de ne jamais le laisser mourir de
 faim.

Si tôt qu'une nation s'est complètement
 montée sur un système de manufactures,
 elle n'a plus besoin de dépeupler ses cam-
 pagnes pour se donner les nouveaux manu-
 facturiers, que les progrès de ses manufac-
 tures peuvent exiger; parceque dès ce
 moment ses manufacturiers deviennent
 capables de multiplier de leur propre fond,
 & d'élever continuellement d'eux mêmes

I 4

leur

[120]

leur population au pair avec les progrès des manufactures.

La seule chose, dont les manufacturiers ont besoin alors, c'est de trouver continuellement dans les mains des fermiers le nouveau superflu de subsistance nécessaire, pour le maintien des nouveaux hommes qui naissent d'eux; puisque sans ce nouveau superflu de subsistance ils ne pourroient pas ajouter un seul homme à leur population, sans l'exposer au risque de mourir de faim.

Mais comment peut-il devenir possible aux fermiers de multiplier continuellement leur superflu de subsistance dans la même proportion, que multiplieroient les manufacturiers? On a bien vu que par l'introduction des machines dans la culture de leurs petites divisions de terres, ils étoient devenu capables de fournir à la nation ses premiers manufacturiers, & de se ménager

au

[121]

au moyen de ce dépeuplement de leurs terres le superflu de subsistance nécessaire pour les nourrir. Mais par quel autre moyen peuvent-ils devenir capables de multiplier ce superflu de subsistance indéfiniment au delà des besoins de ces premiers manufacturiers? par le dépeuplement ultérieur de leurs terres.

Car il est évident, que sans ce dépeuplement ultérieur de leurs terres; les fermiers, du moment où ils auroient porté leur culture à toute sa perfection, resteroient non seulement avec le même superflu de subsistance; puisqu'ils auroient continuellement le même nombre de cultivateurs à nourrir, & par conséquent la même masse de subsistance à déduire de la masse totale de celle que leurs terres produiroient; mais que les terres incultes ne pourroient jamais être défrichées; puisque dans le cours ordinaire des choses ce défrichement

ne

[122]

ne peut s'opérer qu'avec les bras épargnés sur les terres en culture.

Mais comment le dépeuplement ultérieur des terres peut-il s'effectuer sans nuire à leur culture, puisque ces terres sont supposées n'avoir précisément que les bras nécessaires & pas un seul cultivateur de trop ? par la réunion des petites divisions de terres en grandes ; puisque l'expérience & la raison prouvent, qu'il devient possible d'opérer sur les grandes divisions de terres avec moins de bras un superflu de subsistance proportionnellement plus grand que sur les petites.

Convaincus de cette vérité, les fermiers se déterminent donc naturellement dans le progrès des manufactures à réunir les petites fermes en grandes ; & du moment où ils prennent ce parti, ils assurent aux manufacturiers une subsistance pour ainsi dire inépuisable. Car cette réunion des
petites

[123]

petites divisions de terres en grandes les met non seulement en état de pourvoir aux besoins des manufacturiers dans une plus grande proportion qu'auparavant ; mais ce qui est plus important encore, elle les met en état de céder continuellement des bras pour le défrichement des terres incultes ; que des nouveaux fermiers entreprennent aussitôt, afin de préparer continuellement d'avance la nouvelle subsistance dont ils prévoient que les manufacturiers auront besoin dans le cours de leur multiplication.

Voilà la marche naturelle, que suivroient imperturbablement les manufactures & l'agriculture d'une nation qui conduiroit continuellement son Economie politique sur les vrais principes. Les manufactures de la nation avanceroient dans une progression continuellement croissante ; les petites divisions de terres se fondroient continuellement en grandes ; les bras reformés
sur

[124]

sur les grandes divisions de terres se voueroient continuellement au défrichement des terres incultes; & dans l'harmonie de tous ces progrès les manufactures & l'agriculture de la nation arriveroient nécessairement tôt ou tard aux derniers termes de toute augmentation possible.

On verra, s'il plait à Dieu, avec le tems; quels sont ces vrais principes de l'Economie politique, sous lesquels les nations peuvent devenir capables de développer leurs manufactures & leur agriculture dans un ordre aussi régulièrement progressif. A présent je ne puis que dire en général, que ce ne sont certainement pas ceux que les nations de l'Europe ont pratiqués jusqu'ici; & que tant que les hommes d'Etat continueront à suivre des principes aussi contraires à la saine raison, des progrès non interrompus dans les manufactures & dans l'agriculture seront pour ces nations la chose la plus impossible.

II

[125]

Il me reste à faire une courte application de ces réflexions à l'Angleterre; afin de faire sentir, dans quelle énorme erreur ont été les Ecrivains de cette nation, qui se sont élevés contre les grandes divisions de terres.

La Révolution est l'époque du grand établissement des manufactures de l'Angleterre; ou du moins jamais nation n'introduisit à la fois chez elle un si grand nombre de manufactures, que fit l'Angleterre à cette époque; & dans cet établissement elle ne fut point dans la nécessité, pour fournir des bras à tant de manufactures nouvelles, de dépeupler ses campagnes, ou du moins de les dépeupler d'une manière bien sensible; puisqu'elle eut le bonheur singulier de recevoir la plus grande partie de ces manufactures du dehors accompagnées de leurs propres manufacturiers.

La

La Révolution est aussi l'époque du parfait établissement de ces sages loix ; par lesquelles l'Angleterre en délivrant son agriculture des entraves, qu'une police barbare avoit si long-tems opposé à ses progrès, la mit en état de marcher continuellement de pair avec ses manufactures.

Sous un système de mesures & d'encouragemens si bien concerté, il étoit impossible que l'Angleterre ne prosperat pas. Aussi fit elle des progrès rapides dans ses manufactures & dans son agriculture ; & pendant très long-tems tout sembloit annoncer, que dans son Economie politique elle marchoit sur les vrais principes. Les progrès dans les manufactures étoient continuels ; & ces progrès continuels dans les manufactures provoquoient continuellement les progrès dans l'agriculture ; les machines se multiplioient dans la culture ; les petites divisions de terres se réunissoient en grandes ; les bras reformés sur les grandes divisions
de

de terres défrichoient les terres incultes ; & dans cet enchaînement de progrès l'Angleterre développoit sa prospérité dans l'ordre le plus naturel.

Il est incontestable, que dans ce développement général de la prospérité de l'Angleterre, les manufactures étoient la cause première & la force motrice qui donnoient le mouvement à tout. Mais il est également incontestable, que sans la réunion des petites divisions de terres en grandes, l'Angleterre n'auroit jamais pu faire dans ses manufactures des progrès aussi grands, ni aussi régulièrement progressif que ceux qu'elle a fait ; & je vais en rendre la raison sensible.

Le superflu de subsistance que les terres d'une nation, actuellement en culture, sont capables de fournir aux manufacturiers, n'est pas le seul que les progrès des manufactures exigent. Il faut nécessairement

[128]

ment que la nation, si elle veut porter ses manufactures aux derniers termes de toute augmentation possible, procure aussi graduellement aux manufacturiers tout le superflu de subsistance, dont peuvent être susceptibles les terres qui restent encore incultes chez elle. Car au moment où le superflu de subsistance des cultivateurs s'arrêteroit dans ses progrès, les manufactures s'arrêteroient aussi nécessairement dans les leurs.

Or les terres incultes d'une nation ne peuvent être défrichées, comme je l'ai déjà observé, qu'avec les bras épargnés sur les terres en culture; car j'exclus de cette opération les bras qui pourroient venir du dehors, ou de toute autre classe d'hommes dans le dedans, parceque ces moyens ne font ni l'un ni l'autre dans les vrais principes. Mais on va voir, qu'une nation qui auroit pris la résolution de se maintenir invariablement sous le système des petites divisions

[129]

divisions de terres, ne pourroit obtenir de ses terres en culture les bras nécessaires pour le défrichement de ses terres incultes, qu'en contrariant continuellement les progrès de ses manufactures & de son agriculture.

Car il est évident, que dans une telle nation les terres en culture ne pourroient être en état de céder des bras pour le défrichement des terres incultes, qu'après avoir élevés & formés ces bras dans leur propre sein; & qu'elles ne pourroient élever & former ces bras dans leur propre sein sans les faire vivre sur le superflu de subsistance, qu'elles auroient été dans l'habitude de fournir aux manufacturiers, avant d'avoir eu des bouches innuméraires à nourrir. Le superflu de subsistance des cultivateurs & la population des manufacturiers décroîtroient donc nécessairement ensemble dans une même proportion; & ce décroissement fatal ne pourroit enfin

K s'arrêter

[130]

s'arrêter qu'au moment, où les terres en culture auroient pu se débarrasser de leur bras superflus en faveur des terres incultes.

Mais le mal ne se borneroit pas là. Comme les cultivateurs, après s'être débarrassé de leurs bras surnuméraires en faveur des terres incultes, ne rentreroient pas graduellement, mais tout à coup dans la pleine jouissance de leur ancien superflu de subsistance; il est évident, qu'alors ce superflu de subsistance excéderoit les besoins des manufacturiers; & que celui, que pourroient produire les terres nouvellement défrichées, ne trouveroit pas un seul manufacturier pour le consommer. Dans cet état des choses les anciens cultivateurs seroient forcés de cultiver moins de terres, & les nouveaux d'abandonner la culture des terres nouvellement défrichées, jusqu'à ce que des progrès nouveaux dans la population

[131]

lation des manufacturiers eussent graduellement exigé le contraire.

Et comme ce désordre dans la marche du superflu de subsistance des cultivateurs se renouvelleroit à chaque nouvelle colonie de bras, que les terres en culture élèveroient & formeroient pour le défrichement des terres incultes; il est manifeste, qu'une nation ne pourroit se maintenir invariablement sous le système des petites divisions de terres, sans décourager tour à tour ses manufactures par son agriculture & son agriculture par ses manufactures; puisqu'elle ne pourroit pas éviter d'avoir tantôt trop peu de superflu de subsistance pour ses manufacturiers, & tantôt trop peu de manufacturiers pour son superflu de subsistance; la plus grande de toutes les calamités que put éprouver une nation sous un système d'agriculture relative, fondé sur un système de manufactures.

K 2

Tout

[132]

Tout change de face, lorsqu'une nation se détermine à introduire graduellement dans son agriculture les grandes divisions de terres. Dès ce moment les terres en culture n'ont plus besoin de former & de nourrir, au détriment des manufactures, des bras surnuméraires pour le défrichement des terres incultes. Une opération des plus simples les délivre alors de cette charge ; & les met en état de pouvoir céder aux terres incultes des bras tout formés, lors même qu'elles n'ont que les bras strictement nécessaires pour leur propre culture ; & cette opération est de faire disparaître les limites qui les séparent les unes des autres, c'est à dire, de les réunir en grandes divisions. Car des petites divisions de terres ne se trouvent pas plutôt réunies, que la grande division qui en résulte n'exige plus pour sa culture qu'une partie des bras, qu'exigeoient ensemble pour la leur les petites divisions dans leur état séparé.

Mais

[133]

Mais le bien ne se borne pas là. La grande division de terre se trouve non seulement en état de pouvoir céder des bras tout formés aux terres incultes dès l'instant même de sa naissance ; mais elle devient capable de produire avec les bras, qu'elle se réserve, un superflu de subsistance fort supérieur à celui, que produisoient ensemble avant leur réunion les petites divisions ; où ce qui est la même chose, non seulement la grande division fournit aux terres incultes les moyens de créer une nouvelle subsistance pour les manufacturiers ; mais elle fournit aux manufacturiers les moyens de pouvoir attendre cette nouvelle subsistance ; en multipliant elle même dans l'intervalle celle, que les petites divisions de terres leur fournissent avant elle.

Moyen admirable ! & merveilleusement adapté au système d'agriculture relative, fondé sur un système de manufactures ; puisque sans ce moyen ce système d'Economie

K 3

mie

[134]

mie politique seroit devenu pour ainsi dire impraticable; & qu'avec son secours il ne tient qu'aux nations de développer leur agriculture & leurs manufactures, ou ce qui est la même chose, leur population, leur richesse réelle, leur prospérité, leur revenu public & leur puissance, par la marche la plus simple & la plus régulièrement progressive, jusques aux derniers termes de toute augmentation possible.

Aussi n'est ce que pour avoir pratiqué ce moyen, que l'Angleterre a pu pendant si long-tems prospérer si régulièrement; & il ne faudroit aujourd'hui, pour la ramener dans ses manufactures, & par conséquent dans sa richesse réelle, dans sa prospérité, dans son revenu public & dans sa puissance, à ce qu'elle étoit à la Révolution, que ramener son territoire aux mêmes petites divisions, sous lesquelles il étoit cultivé à cette époque; & que les aveugles ennemis
des

[135]

des grandes divisions de terres ont vu disparaître avec tant de regrets.

Mais ce n'est pas le tout, que les nations sous le système de l'Economie politique moderne ayent trouvé dans la réunion des petites divisions de terres en grandes, un moyen infallible de développer leur agriculture dans l'ordre le plus naturel. Sous ce système d'Economie politique l'agriculture ne se développe pas d'elle même; ce n'est pas elle qui joue le grand rôle dans le développement de la prospérité des nations, & sa part dans ce développement n'est que d'obéir. Ce sont les manufactures qui commandent, & le cultivateur ne demande à la terre au de là de ses propres besoins, pour ainsi dire, que ce qu'il faut pour remplir les ordres qu'il reçoit du manufacturier.

La cause efficiente des progrès de l'agriculture n'est pas la même sous les trois
K 4 systèmes;

[136]

syftèmes; elle varie comme leur nature. Sous le fyftême d'agriculture relative, fondé fur un fyftême d'esclavage, le cultivateur est follicité au travail par la verge de l'homme libre; sous le fyftême d'agriculture abfolue par fes propres besoins; & sous le fyftême d'agriculture relative, fondé fur un fyftême de manufactures, par les besoins du manufacturier.

Car je ne compte pour rien dans le développement des progrès de l'agriculture le commerce extérieur des productions de la terre; parceque les vrais principes ne connoiffent point ce moyen; & que vendre à d'autres nations de la subsistance & des matieres premières brutes; & ne favoir ni tourner l'une en population nationale, ni faire travailler les autres par les propres bras de la nation, est la honte de l'homme d'Etat. D'ailleurs, que l'on retranche de l'Economie politique d'une nation la classe des manufacturiers, & l'on verra combien
feront

[137]

feront insignificans les encouragemens, que pourront donner à son agriculture les consommateurs étrangers des productions de ses terres.

La Pologne est la nation de l'Europe qui fait le plus grand commerce extérieur en grains, puisqu'elle surpasse même dans ce commerce toutes les autres nations réunies ensemble. Mais quels sont depuis si long-tems les résultats de ces immenses exportations des produits de son agriculture? des terres mal cultivées, des terres incultes, des déserts mêmes; & cela sur un des plus fertiles territoires de l'Europe.

Sous le fyftême de l'Economie politique moderne l'agriculture n'a donc ni tort ni mérite, lorsque les nations avancent ou déclinent dans leur richesse réelle, dans leur prospérité, dans leur revenu public & dans leur puissance; & ce n'est qu'aux seules manufactures que ces événemens
doivent

[138]

doivent être attribués ; puisque sous ce système d'Economie politique l'agriculture ne peut être que ce que la font être les manufactures ; c'est à dire, qu'il faut nécessairement qu'elle avance, s'arrête ou rétrograde dans ses progrès, lorsque les manufactures avancent, s'arrêtent, ou rétrogradent dans les leurs ; & qu'une nation, à laquelle il reste des terres incultes qui ne se défrichent point, donne par cela seul la preuve la plus convaincante d'un fautive marche dans ses manufactures.

Est ce donc la faute des grandes divisions de terres, qu'après une marche long-tems brillante les manufactures de l'Angleterre se voyent enfin ralenties dans leurs progrès ; que l'Angleterre ait préféré de leur donner une base chancelante, plutôt que de les affermer sur un fondement inébranlable ; qu'elle ait mieux aimé & quelle persiste à aimer mieux les faire prospérer par le commerce extérieur, que d'innombrables événements

[139]

mens peuvent contrarier & interrompre ; que par le commerce intérieur, que rien au monde ne peut troubler que l'ignorance de l'homme d'Etat ?

Est ce la faute des grandes divisions de terres, qu'une guerre trop heureuse ait donné à l'Angleterre trop de confiance dans ses forces naturelles, & lui en ait fait entreprendre une autre qui a porté le désordre dans toute son Economie politique ; qui l'a obligée d'accumuler sa dette au delà de toute mesure, & de précipiter sur la nation, en sept années de tems & sous les circonstances les moins favorables aux progrès de sa prospérité, un surcroît de taxes, que peut-être la nation auroit eu de la peine à supporter sans inconvénient, dans un cours de vingt années de prospérité progressive ?

Est ce la faute des grandes divisions de terres, que tant de taxes nouvelles aient renchéri

renchéri directement le prix de toutes les choses sur lesquelles elles ont frappé, & indirectement celui de toutes les choses que l'illusion a cru en exempter; que le luxe se soit de plus en plus emparé du superflu des cultivateurs, & que tant de terres soyent détournées de leur vraie destination, pour nourrir ce luxe, & empoisonner les peuples par des breuvages malfaisans ?

Est ce la faute des grandes divisions de terres, que depuis deux siècles l'Angleterre laisse subsister le plus absurde de tous les systèmes de police pour le maintien de ses pauvres; & pour ainsi dire le plus propre à imaginer pour en perpétuer & multiplier le nombre.

Est ce la faute des grandes divisions de terres, qu'on ne sache point les ramener à leurs vraies fonctions, & qu'elles ne continuent plus à l'Angleterre les grands services, qu'elles lui ont rendus dans les beaux
tems

tems de sa prospérité; que les bras reformés sur les terres en culture ne défrichent plus au même degré, que ci-devant, les terres incultes; dont il reste encore à l'Angleterre une proportion si grande, & j'ose dire si indigne d'une nation qui dans tous les genres de progrès a toujours si fort devancé les autres nations ?

Est ce la faute des grandes divisions de terres, que jusqu'ici on n'ait pas même touché aux vrais moyens de relever l'Angleterre de sa situation, & de la remonter sur son ancienne prospérité; que l'on persiste à ne s'occuper que de maux insignifiants, lorsqu'on les compare avec le grand mal de l'Etat; & à ne donner son attention qu'aux seuls dérangemens, que l'action violente & forcée du ressort a causé dans les rouages de la machine; sans songer un seul instant à redresser le ressort lui même, & à le restituer à sa primitive puissance ?

Enfin, & pourquoi ne le dirois je pas ? est ce la faute des grandes divisions de terres, que le rétablissement de la prospérité & la destinée future de l'Angleterre aient été placés dans les mains d'un jeune ministre qui, quelques respectables que puissent être ses vertus, quelque grand que puisse être son amour pour la patrie, quelques pures que puissent être ses intentions, quelque supérieur qu'il soit même déjà en lumières à ceux qui conduisent l'Economie politique des autres nations de l'Europe sans en excepter aucune; & quelques flatteuses que soient pour la sienne les espérances que ses rares talens inspirent pour l'avenir, est nécessairement encore au dessous de l'effrayante charge qu'il a osé prendre sur lui; puisqu'il n'est point venu au monde avec les grandes notions de l'Economie politique, & qu'il n'a pas même voué à les acquérir le tems, que les loix prescrivent à l'apprentissage du plus abject des métiers ?

Est

Est il donc si incompréhensible, que de tant d'événemens facheux, de tant de dettes, de tant de taxes, de tant de luxe; en un mot, de tant d'écarts des bons principes de l'Economie politique, & de si peu de remèdes réels appliqués à la situation de l'Angleterre, aient pu venir & continuer à venir des pauvres, de la misère & de la cherté dans les denrées, pour qu'il ait fallu s'en prendre aux grandes divisions de terres; & la plus simple réflexion n'auroit elle pas dû suffire, pour tracer ces pauvres, cette misère & cette cherté dans les denrées à leurs véritables & si palpables causes ?

Une autre question bien intéressante à examiner dans l'Economie politique moderne est de savoir, dans quelle proportion une nation doit répartir son territoire, en terres destinées à la nourriture des hommes & en terres destinées à la nourriture des animaux, pour se procurer la meilleure & la

la plus substantielle nourriture possible; & l'Angleterre va je crois me fournir les moyens de la résoudre; après que j'aurai préliminairement établi quelques principes.

Les végétaux qui servent à nourrir l'homme peuvent se distinguer en deux espèces générales; en végétaux de nourriture directe & en végétaux de nourriture indirecte. Les végétaux de nourriture directe sont ceux qui nourrissent l'homme immédiatement; les végétaux de nourriture indirecte sont ceux qui ne nourrissent l'homme qu'après avoir nourris des animaux, c'est à dire, qu'après avoir été convertis en la chair des animaux. Les principaux végétaux de nourriture directe sont les grains; les principaux végétaux de nourriture indirecte sont les herbes, tant naturelles qu'artificielles. Les terres qui produisent les grains s'appellent champs; les terres qui produisent les herbes s'appellent

pellent prairies, soit naturelles, soit artificielles.

L'homme destiné à gagner sa vie par ses bras doit être considéré comme une machine, capable d'opérer des travaux par l'application des forces de la nourriture, & les différens degrés de nourriture, sur lesquels les hommes se maintiennent, sont autant de forces différentes appliquées à une même machine; c'est à dire, les pouvoirs productifs & les produits du travail des hommes, toutes choses égales, sont en raison directe des degrés de leur nourriture.

Or l'expérience prouve que l'homme n'est pas capable de développer autant de forces dans son travail, lorsqu'il ne se nourrit que sur des végétaux de nourriture directe, que lorsqu'il se nourrit à la fois sur des végétaux de nourriture directe & indirecte; ou ce qui est la même chose, que

L

les

[146]

les pouvoirs productifs & les produits du travail de l'homme sont plus grands, lorsqu'il se nourrit à la fois sur des grains & sur la chair des animaux, que lorsqu'il ne se nourrit que sur des grains.

Une juste proportion dans la production des deux espèces de végétaux qui servent à nourrir l'homme, des grains & des herbes ; c'est à dire, une juste proportion dans la distribution des terres en champs & en prairies doit donc être regardée comme un principe fondamental, dans l'agriculture de toute nation qui veut faire jouir les classes inférieures de ses hommes d'un système de nourriture, favorable aux pouvoirs productifs & aux produits de leurs travaux.

Les hommes réduits à la nécessité de gagner leur vie par leurs bras composent la plus grande partie de la population de chaque

[147]

chaque nation ; & c'est dans les travaux de ces hommes que chaque nation puise ses besoins, sa richesse, sa prospérité & sa puissance. Ainsi quand la justice & l'humanité ne prescriraient pas de nourrir, vêtir & loger convenablement ceux qui nourrissent, vêtissent & logent tous les autres ; l'intérêt de chaque nation lui présenteroit des motifs assez puissans, pour chercher à soutenir de forces proportionnées des travaux d'où émane le bien de tous.

Mais quelle doit être cette proportion dans la production des deux espèces de végétaux qui servent à nourrir l'homme ; c'est à dire, dans quelle proportion une nation doit elle distribuer ses terres en champs & en prairies, pour procurer aux classes inférieures de ses hommes la meilleure & la plus substantielle nourriture possible ?

L 2

Une

[148]

Une nation agricole incomplètement fortie de l'état de peuple chasseur ou de peuple pasteur, & dont par conséquent le territoire ne feroit encore cultivé en champs que dans une foible proportion, auroit beaucoup de végétaux de la nature & peu de végétaux de l'homme; beaucoup de végétaux de nourriture indirecte & peu de végétaux de nourriture directe; beaucoup d'herbes & peu de grains. Dans une telle nation, & pendant qu'elle continueroit dans le même état, le prix de la viande feroit naturellement fort inférieur à celui du pain.

Une nation au contraire, qui auroit étendu l'agriculture sur toute la surface de son territoire, mais dont les terres feroient généralement cultivées en champs & ne présenteroient en prairies qu'une foible proportion, auroit peu de végétaux de la nature & beaucoup de végétaux de l'homme; peu de végétaux de nourriture

4

indirecte

[149]

indirecte & beaucoup de végétaux de nourriture directe; peu d'herbes & beaucoup de grains. Dans une telle nation, & pendant qu'elle continueroit dans le même état, le prix de la viande feroit naturellement fort supérieur à celui du pain.

Il est évident, que ces deux proportions entre le prix de la viande & celui du pain offriraient aux hommes deux genres de nourriture totalement différens. Dans l'un ils seroient forcés de se nourrir principalement de viande, dans l'autre de pain. Mais entre ces deux proportions extrêmes l'agriculture admet un grand nombre de proportions intermédiaires, d'où résultent des degrés de nourriture plus ou moins favorables aux travaux de l'homme.

D'après les observations faites par l'auteur Anglois, que j'ai si souvent occasion de citer en matière d'agriculture*, le prix

* M. Arthur Young.

L 3

des

[150]

des viandes ordinaires peut être regardé en Angleterre comme double de celui du pain de froment ; & de là résulte, que dans sa nourriture l'ouvrier Anglois peut changer une livre de pain contre une demie livre de viande. Et comme une demie livre de viande a plus de substance qu'une livre de pain ; il est clair, que l'ouvrier Anglois gagne à convertir une partie de son pain en viande.

En France le prix des viandes ordinaires paroît être quadruple de celui du pain de froment ; autant qu'il est possible de pénétrer le terme moyen d'une proportion qui se montre sous une si grande multitude de variations, & dont je ne connois aucune récapitulation générale suffisamment instructive. Mais si l'on peut regarder cette proportion comme probable ; il en résulte, que dans sa nourriture l'ouvrier François ne peut changer une livre de pain que contre un quart de livre de viande. Et
comme

[151]

comme un quart de livre de viande a moins de substance qu'une livre de pain ; il est clair, que l'ouvrier François perdrait à convertir une partie de son pain en viande ; même en supposant qu'il mangeroit ordinairement, comme l'ouvrier Anglois, du pain de froment ; & malheureusement pour lui le contraire n'est que trop vrai.

Ainsi à quantités égales de pain par jour, la proportion double entre le prix de la viande & celui du pain procure à l'ouvrier Anglois une meilleure nourriture, que ne peut procurer à l'ouvrier François la proportion quadruple entre ces mêmes prix. Et comme les pouvoirs productifs & les produits des travaux des ouvriers, toutes choses égales, sont en raison directe des degrés de leur nourriture ; la proportion double entre le prix de la viande & celui du pain rend l'ouvrier Anglois capable d'exécuter dans le même tems une plus grande

[152]

quantité de travail, que n'est capable d'exécuter l'ouvrier François sous la proportion quadruple.

L'ouvrier Anglois dérive donc de la proportion double entre le prix de la viande & celui du pain un double avantage sur l'ouvrier François ; une meilleure nourriture à quantités égales de pain, & une plus grande quantité de pain à égalité de tems voué au travail. Car l'ouvrier Anglois peut recevoir un plus grand salaire que l'ouvrier François, sans cependant couter plus cher que lui ; c'est à dire, sans présenter une main-d'œuvre plus chere ; l'excédent de son salaire étant compensé par l'excédent dans le produit de son travail.

Si je suis bien informé, la Grande Bretagne fournit au dedans d'elle même une preuve manifeste de la différence, qu'opère sur les pouvoirs productifs & les produits

du

[153]

du travail une nourriture composée de pain & de viande, ou de pain seul.

Dans les deux royaumes qui forment cet Etat, l'Angleterre & l'Ecosse, les peuples sont nourris dans des degrés bien différens. Le peuple Anglois mange de pain & de la viande ; le peuple Ecoffois vit de pain seul, ou du moins ne mange de la viande que rarement ; & de cette différence dans la nourriture des deux peuples en résulte une si sensible dans les pouvoirs productifs & les produits de leurs travaux, que lorsqu'un fermier Anglois, sur les bords de la Tweede qui sépare les deux royaumes, loue indistinctement des journaliers Ecoffois & Anglois, les Ecoffois reçoivent moins de salaire ; parcequ'il est prouvé, qu'ils ne sont pas capables d'exécuter dans leur journée une tâche aussi grande que les Anglois.

Il faut voir, dans quelle proportion les terres de l'Angleterre ont dû être distribuées

buées

[154]

buées en champs & en prairies, c'est à dire, en terres destinées à la nourriture des hommes & en terres destinées à la nourriture des animaux, pour avoir opéré la proportion double entre le prix de la viande & celui du pain, si favorable aux pouvoirs productifs & aux produits des travaux des hommes.

Dans l'étendue d'une ligne de terres de plus de deux mille cinq cent milles Anglois que l'auteur éclairé*, sur les données duquel je fonde mes raisonnements, a parcourue en Angleterre; & dans le cours de laquelle ont été soumises à ses observations des fermes de toutes sortes de dimensions, excessives, grandes, moyennes & petites; de toutes sortes de sols, & de toutes sortes de situations; la récapitulation générale lui a donné dans le gros, à la foible fraction

* M. Arthur Young.

d'un

[155]

d'un $\frac{1}{148}$ près, autant de terres cultivées en prairies qu'en champs.

Et quoique cette proportion ne soit pas le résultat de l'universalité des terres cultivées de l'Angleterre; elle l'est de terres d'un si grand nombre de comtés & si indistinctement admises dans le calcul, qu'on est fondé de la regarder comme la proportion générale; & par conséquent de supposer le territoire de l'Angleterre moitié cultivé en champs & moitié en prairies.

Cette proportion dans la distribution des terres en champs & en prairies a sans doute été l'heureuse conséquence du nouveau système de législation, que l'Angleterre a embrassé dans son agriculture sur la fin du siècle dernier. Les grands encouragemens, que ce système a donné aux cultivateurs, ont dû graduellement développer la perfection dans la culture, & cette perfection dans la culture a dû naturellement conduire à la

à la plus avantageuse maniere de répartir les terres en champs & en prairies.

Mais s'il est vrai, que des terres en prairies ne fournissent pas autant de nourriture indirecte pour l'homme, que n'en fournissent de directe des terres en champs d'une étendue égale ; ne doit on pas inférer de là ; que l'Angleterre, en vouant aux prairies une si grande proportion de ses terres, a dû nécessairement le faire aux dépens & en diminution de la masse de sa subsistance nationale ? Tout le contraire est arrivé ; & la même proportion, qui a fait jouir ses peuples d'une meilleure nourriture, a contribué à augmenter la masse générale de sa subsistance dans un degré très considérable.

La multiplication de la nourriture des bestiaux, par l'augmentation des prairies naturelles & artificielles, a nécessairement opéré la multiplication des bestiaux eux mêmes ;

mêmes ; les bestiaux ont multiplié les engrais ; les engrais ont amélioré les terres ; les terres améliorées ont rendu les forces de la nature capables de produire des masses de végétaux plus grandes ; & de cet enchaînement de causes & d'effets ont résulté deux avantages de la plus haute importance ; le premier, une plus grande proportion entre les récoltes & les semences ; le second, la substitution des récoltes continues aux récoltes interrompues.

En Europe la proportion moyenne entre les récoltes & les semences est estimée sextuple ; c'est à dire, on pense que dans les terres de l'Europe, les unes comptées dans les autres, un grain semé en produit six ; & cette proportion paroît avoir été celle des terres de l'Angleterre, avant l'introduction du nouveau système de culture ; à en juger par celle qui existe encore dans

les

les parties de ce royaume, où les préjugés ont conservé jusqu'ici l'ancien système.

Mais dans toutes les parties de l'Angleterre, où l'agriculture se pratique dans les nouveaux principes ; la fertilité donnée aux terres par la multiplication des engrais a porté les récoltes au decuple des semences ; & cette proportion décuple entre les récoltes & les semences a dû augmenter le produit général des terres qui en jouissent, dans le rapport de 6 à 10 ; & par conséquent la subsistance nette de l'Angleterre de $\frac{4}{3}$.

L'usage généralement pratiqué en Europe est de laisser reposer les terres chaque quatrième, troisième & même deuxième année ; c'est à dire, d'interrompre le cours des récoltes chaque quatrième, troisième & même deuxième année par une année non productive.

Mais en Angleterre les fermiers éclairés ont substitué aux jachères des récoltes, qu'ils appellent améliorantes ; parcequ'en même tems qu'elles produisent par elles mêmes, elles préparent & améliorent les terres d'une manière très efficace pour les récoltes de grains suivantes. A chaque nature de terres a été appropriée une récolte améliorante analogue ; & le nombre de ces récoltes, que les fermiers ont successivement introduites dans l'agriculture de l'Angleterre, est aujourd'hui assez grand pour répondre à toutes les variétés de terres.

Depuis la découverte de ce nouveau principe de culture, l'expérience a montré invariablement des récoltes de grains très considérables après les récoltes améliorantes ; & c'est dans cette amélioration artificielle des terres, combinée avec leur amélioration naturelle par la multiplication des engrais, qu'on doit chercher la véritable cause

cause de l'heureuse révolution, que l'Angleterre a éprouvée dans la proportion de ses récoltes aux semences, & par conséquent dans l'augmentation de la masse de sa subsistance.

Mais les récoltes améliorantes ont elles mêmes opéré une nouvelle augmentation dans la masse de la subsistance de l'Angleterre, en produisant les unes des végétaux de nourriture directe & les autres des végétaux de nourriture indirecte dans des années, où jusqu'alors les terres avoient resté en jachères, c'est à dire, n'avoient rien produit.

Car quand on supposeroit même contre le témoignage des faits, que les récoltes améliorantes ne produiroient jamais que des végétaux de nourriture indirecte, & que les terres en végétaux de nourriture indirecte ne fourniroient à l'homme que la moitié de la nourriture, que lui offrent les
terres

terres en végétaux de nourriture directe ; si avant l'introduction des récoltes améliorantes le tiers des terres de l'Angleterre a resté annuellement en jachères ; il est clair, que ces récoltes ont dû augmenter la subsistance de l'Angleterre, dans toutes les terres où elles sont pratiquées, d'un $\frac{1}{3}$.

Des avantages aussi importants fournissent la preuve démonstrative de l'excellence du système d'agriculture de l'Angleterre, & de sa supériorité sur ceux des autres nations de l'Europe. Si dans les progrès de son agriculture l'Angleterre n'a pas augmenté proportionnellement sa population, ce n'a pas été faute de subsistance ; mais cette subsistance, au lieu d'avoir été convertie en population, a été en partie exportée & en bien plus grande partie encore abusée en fausses destinations de toute espèce.

M

En

En comparant les résultats de l'agriculture de l'Angleterre avec ceux de l'agriculture de la France; on ne peut pas douter, qu'une distribution égale des terres en champs & en prairies ne caractérise un système d'agriculture plus parfait, qu'une distribution des terres plus grande en champs qu'en prairies. Mais une distribution des terres plus grande en prairies qu'en champs ne caractériserait elle pas un système d'agriculture encore plus parfait ?

Pour résoudre cette question, il faudroit connoître exactement à quel degré les bestiaux, que l'excédent des terres en prairies maintiendrait, seroient capables d'augmenter par leurs engrais la fertilité des terres en champs, & par conséquent de bonifier en nourriture directe ce que les terres, en prairies fourniroient de moins en nourriture indirecte; ou ce qui est la même chose, il faudroit savoir; si la diminution de

de subsistance, qu'opérerait une plus grande proportion de terres en prairies, seroit ou ne seroit pas compensée, ou plus que compensée par l'augmentation du produit des terres en champs; & l'agriculture expérimentale ne s'est point occupée jusqu'ici de cette décision.

Mais l'exemple des peuples pasteurs semble suppléer à ce défaut. Pourquoi ces peuples jouissent ils d'une masse de subsistance si fort inférieure à celle des peuples cultivateurs? c'est parcequ'ils ne se maintiennent que sur des végétaux de nourriture indirecte. N'est il pas évident de là, que plus une nation agricole cultiveroit de terres en prairies au de là de la moitié de son territoire, plus elle rapprocheroit son état de celui des peuples pasteurs, & par conséquent la masse de sa subsistance de celle de ces peuples; & n'est on pas fondé de regarder une nation qui cultiveroit moins de terres en champs, qu'elle n'en auroit en

[164]

prairies & en paturages, comme n'étant pas encore complètement fortie de l'enfance de l'agriculture.

Je sens que les principes, que je viens de déduire du système d'agriculture de l'Angleterre, ont besoin de recevoir des lumières plus étendues de l'expérience. Mais je crois que dans toutes les connoissances qui dépendent des faits, il est utile de former des hypothèses, parcequ'elles facilitent & abrègent l'approche de la vérité; & en attendant que le tems ait jetté plus de jour sur cette matière, je regarderai comme généralement vrai :

1°. Que la proportion entre les terres cultivées en champs & les terres cultivées en prairies détermine à la fois la quantité & la qualité de subsistance, que l'agriculture devient capable de fournir aux besoins des hommes. 2°. Que d'une distribution égale des terres en champs & en prairies

4

résulte

[165]

résulte une plus grande quantité & une meilleure qualité de subsistance, que d'une distribution des terres plus grande en champs qu'en prairies.

Et comme une distribution égale des terres en champs & en prairies paroît déterminer la proportion double entre le prix de la viande & celui du pain, & que d'une distribution des terres plus grande en champs qu'en prairies paroît résulter une proportion plus que double entre ces mêmes prix; dans le cours naturel des choses les degrés de perfection de l'agriculture des nations peuvent être considérés, comme en raison inverse des proportions qui regnent chez elles entre le prix de la viande & celui du pain; c'est à dire, la nation chez laquelle dans le cours naturel des choses la proportion moyenne entre le prix de la viande & celui du pain seroit double, auroit le système d'agriculture le plus parfait; & plus la proportion moyenne entre le prix

M 3

de

[168]

moyens qui l'ont mise en état de surpasser si fort la France dans ces quatre grandes circonstances.

On voit donc, de quelle conséquence il est pour le développement de la richesse réelle, de la prospérité, du revenu public & de la puissance des nations sous le système de l'Economie politique moderne, que les classes industrieuses d'hommes soient bien nourries ; & combien sont à la fois cruels & insensés les hommes d'Etat qui s'obstinent à vouloir faire prospérer les nations par les impuissantes mains de la misère. Je ne dis pas qui ne sentent point ; que se consacrer au bien de ses semblables, sur tout dans ces nombreuses classes opprimées de l'espece humaine, est le plus haut rang auquel l'homme puisse s'élever sur la terre ; & que sans cette vertu, tout ce qu'il peut posséder, tout ce dont il peut s'entourer, talens, richesses & dignités ; trônes, sceptres & couronnes mêmes le laissent au rang des
brutes,

[169]

brutes, dont chacune peu embarrassée du bien des autres borne aussi tous ses soins à elle seule.

Quelle juste & admirable précaution de la Divine Providence ! qui ayant prévu, que sous le système d'agriculture relative, fondé sur un système de manufactures, plus que sous tout autre système de nourriture de l'espece humaine, les hommes dépendroient pour leurs besoins de ceux qui les gouverneroient, a voulu ; qu'il fut impossible aux nations sous ce système d'Economie politique de pouvoir prospérer, sans faire prospérer les classes industrieuses de leurs hommes ; & que ces nations fussent inévitablement punies dans leur richesse réelle, dans leur prospérité, dans leur revenu public & dans leur puissance ; c'est à dire, dans tout ce que leur ambition poursuit avec le plus d'ardeur, précisément en même raison qu'elles opprimeroient ces précieuses classes d'hommes, & fouleroient
aux

aux pieds à leur égard les droits sacrés de l'humanité.

J'ai dit au commencement de ce discours, que l'Economie politique de la France ne m'avoit offert de tous les cotés que des vices & des imperfections; & j'ai osé le dire, parceque l'intérêt de l'humanité m'en a imposé le devoir, & que la suite de mes travaux ne fera voir que trop que je n'ai dit que la vérité; quoiqu'il ne me semble pas bien difficile de s'en convaincre sans moi dès à présent.

Car quand les hommes d'Etat qui ont conduit l'Economie politique de la France n'auroient montré au monde pour tout égarement que ces deux grands malheurs; le premier, d'avoir perpétuellement laissé les classes industrieuses d'hommes dans la misere; le second, de n'avoir perpétuellement su opérer la circulation qu'avec une machine de circulation impuissante; ils auroient

auroient fourni les plus complètes preuves contre eux; puisque sous le systême de l'Economie politique moderne, la misere des classes industrieuses d'hommes est la plus incontestable preuve de principes faux; & que sous le même systême d'Economie politique il est de toute impossibilité, qu'avec une machine de circulation impuissante, la misere ne soit & ne demeure pas continuellement le sort des classes industrieuses d'hommes.

Avoir ignoré ces deux premieres vérités de l'Economie politique moderne, c'est manifestement avoir ignoré toute cette science; & par conséquent avoir mis l'Economie politique de la France dans l'inévitable nécessité, de n'être & de ne pouvoir être qu'un tissu d'erreurs.

Je suis infiniment loin de vouloir dire, que la France n'ait pas eu à la tête de son Economie politique des hommes respectables

[172]

tables par leurs vertus morales, par leur intégrité & par la pureté de leurs intentions pour le bien des peuples. Dans le nombre elle en a certainement montré de ce noble caractère. Mais je dis, que vouloir le bien des peuples n'est pas assez, ou plutôt seul n'est rien.

Les bonnes intentions qui embrassent le bien de grandes masses d'hommes ne se réalisent pas avec la même facilité, que celles qui ne portent que sur le bien d'un simple individu. Dans ce dernier cas le bien à faire est presque toujours si clair & si aisé à appercevoir, que pour le faire le bienfaiteur n'a besoin que de le vouloir. Mais dans le premier cas il est généralement si compliqué de rapports, si caché sous des circonstances trompeuses & si difficile à pénétrer; que la volonté de le faire a besoin d'être éclairée des lumières & aidée des plus profondes méditations de l'entendement; & c'est pour avoir agi sans ce secours, que les hommes d'Etat les mieux inten-

[173]

intentionnés ont souvent fait autant de mal aux peuples, que ceux qui volontairement ont été les fléaux de l'humanité.

Le grand malheur de la France, & pour ainsi dire la source de tous ses maux a été; que dans tous les tems elle se soit persuadée, qu'un honnête homme, purement tel; ou un homme d'esprit, dans le sens où ce mot est pris chez elle; ou un simple financier, étoient des hommes suffisamment qualifiés pour conduire son Economie politique. Mais je ne dois pas cesser de lui répéter les deux plus importantes vérités de l'Economie politique moderne.

La première, que sous ce système d'Economie politique rien ne se développe, ni richesse réelle, ni prospérité, ni revenu public, ni puissance, ni bonheur des peuples, que par l'action de la richesse nominale, c'est à dire, par l'action de l'or, de l'argent & du crédit, qui constituent ce que j'appelle

pelle la machine de circulation. La seconde, que sous le même système d'Economie politique il n'est au pouvoir d'aucun homme sur la terre de rien développer, ni richesse réelle, ni prospérité, ni revenu public, ni puissance, ni bonheur des peuples, au de là des limites, dans lesquelles se trouvent nécessairement circonscrites les forces actives de la machine de circulation.

Ainsi tant que les hommes d'Etat de la France ne se convaincront pas plus qu'ils n'ont fait par le passé de ces deux vérités, ils continueront à n'avoir point d'idée de l'Economie politique moderne. Et tant qu'ils ne sauront pas plus que par le passé multiplier la trop foible puissance de la machine de circulation de la France, d'une manière indéfinie & indépendante de tout commerce extérieur, comme de tout autre événement dans le dehors; tels honnetes qu'on puisse les supposer, tel esprit qu'on

qu'on puisse leur donner, ou tels versés qu'ils puissent être dans l'art des finances; ils se tourmenteront, ils réformeront, ils démoliront, ils réédifieront, en un mot, ils auront recours à toutes les ressources de l'empirisme & mettront en œuvre tels expédiens qu'il leur plaira; je leur prédis, & jamais prédiction n'aura été plus certaine; que sous leur administration, quelque glorieuse qu'ils puissent l'imaginer & quelque vanité qu'ils puissent en tirer, une prospérité sans cesse médiocre & précaire restera le malheureux sort de la France, & une misère éternelle celui des trois quarts de sa population; & cela sur une des plus superbes portions de la surface de la terre, & lorsque sous de meilleurs principes il deviendrait si facile de faire jouir la France & ses peuples d'un sort tout contraire, & de la délivrer par conséquent bien vite des embarras de sa situation présente, fussent ils cent fois plus compliqués encore.

[176]

Perfévérier à vouloir faire ce qui est démontré phyfiquement impossible femble être l'acte le plus dégradant de l'esprit humain ; & cependant c'est ce que depuis plus d'un fiecle les hommes d'Etat qui ont conduit l'Economie politique de la France ont cherché à faire, puisque depuis plus d'un fiecle ils perfiftent à vouloir développer la profpérité, la puiffance & le bonheur de la France avec l'or & l'argent feuls, & fans crédit quelconque ni public ni général. Car donner ou plutôt profaner, comme ils font, le nom de crédit à leurs miférables opérations est le comble de l'aveuglement ; puisque c'est principalement aux pratiques de ce faux & trop fouvent inique crédit, que la France a dû dans tous les tems, doit dans ce moment & devra perpetuellement fes grands maux.

J'ofe croire que ceux des hommes d'Etat de la France, préfens & à venir, dans
l'ame

[177]

l'ame defquels le Ciel aura gravé des fentimens finceres d'amour & de bienveillance pour leurs femblables ; & qui dans l'administration des peuples fe regarderont autant comme les miniftres de l'Etre Suprême que ceux du fouverain qu'ils fervent, ne trouveront rien de trop févere dans la maniere dont je leur ai présenté des vérités bien sérieufes ; & le reffentiment des autres feroit pour moi la chofe la plus indifférente.

Car je l'ai déjà dit ; dans la poursuite de mes travaux je ne demande rien aux hommes & ne crains rien d'eux ; parceque tout ce qu'ils peuvent donner comme tout ce qu'ils peuvent faire n'est rien à mes yeux ; & que la Providence, en daignant m'inspirer des vues utiles pour le bien de l'humanité, a daigné en même tems ne rien oublier pour me qualifier à ofer dire la vérité ; même dans fa plus amere expref-

N sion,

[178]

tion, & fans jamais m'embarraffer de quelle maniere elle pourra être reçue.

Au refte j'ai ofé plus que d'adreffer, comme je viens de faire, mes représentations aux hommes d'Etat qui conduifent ou conduiront l'Economie politique de la France. Long-tems avant & dans des circonftances, qu'il ne m'a pas été poffible de ne point envisager comme effrayantes dans leurs derniers refultats ; j'ai cru devoir & j'ai ofé avec confiance adreffer le même langage au Roi leur fouverain, dans une lettre que je pris la liberté d'écrire au miniftre*, à qui je fis l'envoi de mon difcours fur le crédit public pour Sa Majefté, le 9 Octobre 1786 ; & par conféquent dans un tems, où l'on fe glorifioit encore fi fort d'avoir mis la France dans le plus floriffant cours de profpérité ; & où les mefures & les opérations, par lesquelles on fe flattoit

* Le Comte de Vergennes.

[179]

de l'avoir élevée à cette heureufe fituation, étoient présentées au monde comme des prodiges de combinaifons & de conduite dans l'Economie politique.

“ Louis XVI, ai je dit dans cette lettre,
 “ eft le Roi d'une grande nation, & tout
 “ annonce qu'il veut auffi en être le Pere.
 “ Mais des fentimens fi dignes d'admira-
 “ tion ne fuffifent pas aux feuls. L'Eco-
 “ nomie politique eft la plus difficile de
 “ toutes les fciences, & malheureusement
 “ la feule que les hommes ont la témérité
 “ de pratiquer fans l'avoir apprise. Si le
 “ Roi n'approfondit pas lui même les vrais
 “ principes de cette fcience, il ne fera
 “ jamais avec certitude, fi c'est le bonheur
 “ ou le malheur de fes peuples qu'on lui
 “ présente dans les déterminations qu'on
 “ lui fait prendre, & il fera dans le rifque
 “ continuel de fe trouver dans fes actions
 “ en contradiction avec fes intentions.

[180]

“ Les simples vœux d'un bon Roi ne
 “ peuvent offrir aux peuples qu'une foible
 “ fureté contre l'ignorance ou le cœur
 “ corrompu des ministres. C'est l'amour
 “ éclairé pour leurs peuples qui est le
 “ grand devoir des Rois. C'est celui qu'a
 “ pour les hommes le Pere de tous ; & il
 “ a lui même préparé le Roi pour marcher
 “ sur ses traces & donner cette perfection
 “ à ses vertus ; car lorsqu'il fait aimer
 “ aux Rois la vérité, ils ont fait les trois
 “ quarts du chemin pour y arriver, ”

Je ne crois pas inutile de finir cet article
 en faisant voir, ce que la France gagneroit
 en subsistance & par conséquent en popu-
 lation, si elle adoptoit le système d'agri-
 culture de l'Angleterre. Pour cet effet je
 vais faire deux suppositions ; la première,
 que les terres de la France sont naturelle-
 ment aussi fertiles que celles de l'Angle-
 terre, & je pense que personne ne revo-
 quera cette vérité en doute ; la seconde,
 que

[181]

que de ses terres actuellement en culture
 la France tire année commune précisément
 sa stricte subsistance,

Il est incontestable, que le nouveau sys-
 tème d'agriculture porteroit les récoltes de
 la France, comme il a porté celles de
 l'Angleterre, au décuple des semences &
 qu'il convertiroit ses récoltes interrompues
 en récoltes continues. Car la fertilité na-
 turelle des terres des deux nations étant
 supposée la même ; il n'y auroit aucune
 raison, pourquoi le même moyen ne donne-
 roit pas aux terres de la France la même
 fertilité artificielle, qu'il a donné à celles
 de l'Angleterre.

Par le premier de ces deux avantages la
 France augmenteroit sa subsistance annuelle
 de $\frac{1}{3}$, ou de neuf mois ; & par le second
 d'un $\frac{1}{3}$, ou de trois mois, c'est à dire, la
 nouvelle proportion entre les récoltes & les
 semences, & la substitution des récoltes
 continues

[182]

continues aux récoltes interrompues, augmenteroient ensemble le produit annuel des terres de la France actuellement en culture de douze mois de subsistance.

Or comme dans les mains d'un homme d'Etat, imbu des vrais principes de l'Economie politique moderne, subsistance & population sont la même chose ; il est clair, que douze mois de subsistance, sur le pied d'une population de vingt quatre millions d'ames, répondroient au maintien d'une population de vingt quatre autres millions d'ames ; dont la France augmenteroit naturellement sa population, sur le seul produit de ses terres actuellement en culture ; en même tems qu'elle feroit jouir ses peuples d'une meilleure nourriture, qu'elle multiplieroit les pouvoirs productifs & les produits de leurs travaux, & qu'elle accroîtroit dans la même proportion sa richesse réelle, sa prospérité, son revenu public & sa puissance.

Et

[183]

Et si l'on ajoutoit à ce nouveau produit des terres cultivées de la France celui de ses terres incultes qui forment je crois le quart de son territoire ; il est clair, que ces terres incultes, cultivées dans les mêmes principes, fourniroient à la France un nouvel accroissement de subsistance égal au maintien de douze millions d'ames.

Il est donc évident, que sous les vrais principes de l'Economie politique moderne le nouveau système d'agriculture, graduellement appliqué à la totalité des terres de la France, deviendrait capable d'élever sa population à soixante millions d'ames ; & les cultivateurs éclairés de l'Angleterre sont bien loin de prétendre d'avoir porté l'agriculture au dernier degré de perfection.

Par cet exemple on peut juger de quelle population le territoire de l'Europe, en plus grande partie plus mal cultivé que celui

N 4

de

de la France, deviendroit susceptible sous de meilleurs principes d'Economie politique que ceux que cette nation a suivis, & par lesquels les hommes d'Etat se font si universellement laissés aveugler chez toutes les nations.

Ce n'a pas été assez pour le malheur de la France, que ceux qui ont conduit son Economie politique ne se foyent jamais doutés, qu'il lui restoit encore tant de population, tant de richesse réelle, tant de prospérité, tant de revenu public & tant de puissance à créer; mais il a fallu que dans le nombre il y en eut même un *, le plus présomptueux & le plus vain de tous, que vingt quatre millions de population misérable & deux milliards d'insignifiante richesse nominale ont tellement ébloui; que dans la plaine conviction qu'il n'y avoit plus rien à ajouter à la prospérité de la

* M. Necker.

France,

France, il a osé s'écrier à la face de l'Europe: Que lui fait il de plus!

Quand à l'agriculture pratique de l'Angleterre, ses opérations n'ont rien de caché ni de mystérieux; elles sont simples, claires & faciles; & du moment où une nation se détermineroit à les adopter, elle seroit en état de les exécuter. Le grand point est de les bien connoître, & jusqu'ici je n'ai malheureusement pas trouvé un seul Ecrivain étranger qui s'en soit formé des idées parfaitement justes.

Mais ce n'est pas par des préceptes & des instructions littéraires, qu'une nation réussiroit à ouvrir les yeux au gros de ses cultivateurs. L'exemple est le seul genre de leçon que puissent recevoir des hommes qui n'ont d'autre règle pour juger que leurs sens; & ce n'est que dans l'exemple qu'il faut chercher ce pouvoir irrésistible si nécessaire, pour vaincre des préjugés transmis

[186]

mis de génération en génération & pour ainsi dire consacrés en dogmes. Un seul bon exemple donné dans un canton vaut mieux que quarante mille volumes sur l'agriculture, dit l'auteur, dont les observations m'ont été si utiles ; & qui cependant a lui même plus que personne enrichi l'agriculture expérimentale d'ouvrages instructifs.

Ce n'est pas même assez de se servir de l'exemple pour éclairer le commun cultivateur ; il faut que les exemples qu'on lui présente foyent des expériences profitables & non de pure curiosité. Le commun cultivateur fait aussi bien que personne qu'un champ peut être cultivé comme un jardin, & il n'a pas besoin qu'on le lui démontre par des preuves oculaires. Lorsque celui qui veut l'instruire offre à ses yeux une belle culture, il l'admire ; mais il demande ce qu'il en a coûté pour l'opérer, & ce qu'elle a laissé en profits ; & si l'instruc-

teur

[187]

teur ne peut pas le lui dire, parcequ'il ne le fait pas lui même ; il passe son chemin, & se garde bien de vouloir tenter une culture qui peut-être deviendrait sa ruine.

Cependant ce n'est généralement que par des exemples aussi imparfaits, qu'on a cherché à répandre des lumières sur l'agriculture ; & les citoyens patriotiques qui se sont consacrés avec un zèle si noble à l'avancement de l'agriculture de la France n'ont point été exempts de ce défaut ; du moins ceux dont les Ecrits sont tombés dans mes mains, sans en excepter même ce cultivateur célèbre * qui a mérité la reconnaissance publique à tant des titres.

J'ose donc les exhorter de tenir dorénavant dans toutes leurs expériences les plus exactes minutes des dépenses & des recettes ;

* M. Du Hamel.

& de ne jamais publier leurs travaux sans les accompagner de ces minutes. Cette méthode, si essentielle au succès de leurs vues, ne laissera rien à désirer aux hommes qu'ils veulent instruire ; & ne pourra pas manquer de les porter à l'imitation dans tous les cas qui leur présenteront des bénéfices certains.

Jusqu'ici je n'ai connu qu'un seul homme qui ait rempli cette tâche complètement ; c'est le cultivateur Anglois que j'ai tant cité. Il a publié plus de deux mille expériences faites avec la plus scrupuleuse attention pendant cinq années consécutives, tant dans les principes de l'ancienne que dans ceux de la nouvelle culture, dans différentes saisons, sur toutes sortes de végétaux & sur bien des sortes de terres ; & chaque expérience a été munie du plus minutieux détail de sa dépense & de sa recette, & par conséquent de son profit ou de sa perte.

Je

Je vais finir ce discours par quelques observations sur l'agriculture en général. Dans une autre place j'ai fait voir, que décourager ou laisser sans encouragemens suffisans, telle que ce puisse être des trois grandes classes d'hommes qui forment ensemble la machine de population sous le système de l'Economie politique moderne, étoit nécessairement contrarier la machine entière dans les libres progrès de son mouvement.

Mais ce n'est pas assez pour l'homme d'Etat d'avoir l'attention d'encourager les trois classes à la fois ; il faut en même tems qu'il se garde bien de n'en jamais encourager aucune trop sensiblement plus que les autres ; car des encouragemens trop grands deviendroient pour la classe, à laquelle ils seroient prodigués, de vrais découragemens.

Si

[190]

Si l'homme d'Etat encourageoit trop les consommateurs, les manufacturiers deviendroient incapables de fournir à leur demande; le prix des manufactures hausseroit, & ce renchérissement décourageroit les consommateurs dans leur consommation. S'il encourageoit trop les manufacturiers, les cultivateurs deviendroient incapables de fournir à leurs besoins; le prix de la subsistance hausseroit, & ce renchérissement décourageroit les manufacturiers dans leurs travaux. Enfin s'il encourageoit trop les cultivateurs, les manufacturiers deviendroient incapables de consommer leur superflu; le prix de la subsistance s'aviliroit, & cet avilissement décourageroit les cultivateurs dans leur culture.

Le grand art de l'homme d'Etat doit être d'entretenir les trois parties de la machine de population dans une douce & continuelle vibration; c'est à dire, de savoir encourager les consommateurs, les manufacturiers

[191]

facturiers & les cultivateurs de manière, que tour à tour ils se servent eux mêmes d'encouragemens les uns aux autres. Mais comme je me propose d'entrer dans tous les détails de cette opération, lorsque je traiterai du développement de la prospérité des nations par leurs seules forces, je veux dire, par leurs seuls consommateurs, leurs seuls manufacturiers & leurs seuls cultivateurs; je n'anticiperai point ce sujet ici. Je ferai seulement voir, combien l'homme d'Etat doit sur tout être circonspect dans les encouragemens qu'il donne à l'agriculture, & combien il seroit dangereux de forcer cette branche fondamentale de l'Economie politique moderne par des encouragemens trop grands.

Un cri général en Angleterre sollicite le gouvernement de vendre les terres incultes de la couronne & de les portionner en propriétés particulières pour en opérer la cultivation. Cette spéculation s'est présentée
à tous

[192]

à tous les esprits comme un moyen facile, prompt & naturel d'augmenter à la fois le revenu de l'Etat & la richesse réelle de la nation. Quelques personnes ont même fondé sur les avantages de cette vente le remboursement graduel de la dette publique.

Lorsqu'une nation commence à gémir sous le poids des taxes, elle va droit à tous les expédiens qui paroissent lui offrir des ressources présentes; & ces ressources présentes sont presque toujours l'unique circonstance, sous laquelle elle considère ces expédiens. C'est ainsi que dans le désordre de l'Economie politique, & lorsque ce désordre n'est pas tracé à sa vraie source; les remèdes, que les nations cherchent à opposer à leurs maux, ne deviennent souvent pour elles que des maux de plus.

Dans les Ecrits qui ont paru en Angleterre sur la vente des terres incultes de la couronne;

[193]

couronne; on a bien fait voir par des calculs éblouissans, combien seroient grands les avantages que cette vente procureroit au Fisc; mais personne n'a eu l'idée de tracer l'opération dans ses autres conséquences.

Les terres de la couronne, incultes & susceptibles d'être cultivées, paroissent former une proportion très considérable du territoire entier de l'Angleterre; & comme le projet, à ce qu'il semble, seroit, de vendre la totalité de ces terres à la fois en lots de toutes sortes de dimensions, afin de procurer sur le champ au gouvernement des moyens importans; il est naturel de supposer, qu'elles seroient toutes défrichées & cultivées à la fois; & que par conséquent la masse de la subsistance de l'Angleterre recevrait tout à coup un prodigieux accroissement.

Mais il est manifeste, que cette grande proportion de nouvelle subsistance exigeroit.

O

nécess.

[194]

nécessairement une grande proportion de nouveaux consommateurs pour lui donner une valeur. Et où l'Angleterre trouveroit elle ces nouveaux consommateurs ? incontestablement pas chez elle, puisque dans les années ordinaires la masse de sa subsistance excède déjà les besoins de ses hommes, & que dans sa situation présente elle paroît plutôt languir que gagner en population. C'est donc du dehors qu'il faudroit que lui vinssent ces nouveaux consommateurs ; mais seroit il probable qu'elle put se les procurer ?

Près d'un siècle d'expérience lui a appris ; que sa part, dans l'approvisionnement général des nations de l'Europe qui manquent de grains, n'a pas excédée année commune la 36^{me}, & selon des calculs plus modernes pas la 73^{me} partie du produit annuel de ses terres. Et il faut bien qu'il ne lui ait pas été possible d'avoir régulièrement une plus grande part dans cet approvisionnement ;
 puisque

[195]

puisque si ses exportations avoient pu régulièrement être plus grande, elle auroit eu assez de terres incultes & assez de terres mal cultivées pour pouvoir y fournir ; & qu'on ne voit aucune raison, pourquoi elle ne se feroit pas empressée de s'approprier un avantage, qu'elle n'auroit certainement pas manqué de regarder comme précieux.

La subsistance étrangère, dont quelques nations de l'Europe se mettent d'une manière si injustifiable dans le cas d'avoir besoin, ne forme pas, comme j'ai essayé de le faire voir ailleurs, une masse immense. Et comme les nations ne peuvent pas prendre les unes sur les autres, pour la qualité & le prix de leurs grains, la même supériorité, qu'elles sont en état de se donner pour la qualité & le prix de leurs manufactures ; c'est à dire, comme les grains de la nation industrieuse & riche ne sont ni meilleurs ni à meilleur marché que ceux de la nation indolente & pauvre ; il est manifeste,

[196]

nifeste, qu'une nation ne peut vendre ses grains dans l'étranger, que sous le désavantage d'une concurrence universelle avec toutes les autres nations qui comme elle en ont de trop ; & voilà la raison, pourquoi année commune l'Angleterre n'a pu donner à son commerce extérieur de grains qu'une si foible extension, lorsqu'on la compare avec l'énorme étendue, à laquelle elle a pu porter son commerce extérieur de manufactures.

Il seroit donc aussi probable, que l'Angleterre ne trouveroit pas les consommateurs de sa nouvelle subsistance dans l'étranger ; qu'il seroit certain, qu'elle ne les trouveroit pas dans son propre sein. Et dès lors n'est il pas évident, que cette nouvelle subsistance n'auroit été produite, que pour jeter le prix de l'ancienne dans le dernier avilissement, l'agriculture dans le dernier découragement, & la prospérité de l'Angleterre dans le dernier désordre ?

[197]

Dans les vrais principes d'un système d'agriculture relative, fondé sur un système de manufactures, la subsistance & les hommes doivent continuellement naître en même tems & presque dans la même proportion. Si la subsistance devoit trop les hommes, son prix s'aviliroit trop ; si les hommes devoient trop la subsistance, son prix renchériroit trop ; le premier de ces deux excès décourageroit l'agriculture, le second les manufactures.

Le seul cas, où l'Angleterre pourroit entreprendre avec avantage la culture des terres incultes de la couronne, seroit celui, où ces terres pourroient être cultivées par une colonie d'hommes nouveaux, & ne produiroient pendant long-tems ni matières premières ni même denrées déjà cultivées dans leur juste proportion. Alors ces nouvelles terres & ces nouveaux hommes donneroient aux anciennes terres & aux anciens hommes les plus grands encouragemens ; & l'agri-

[198]

culture, les manufactures & la population de l'Angleterre avanceroient ensemble d'un pas égal. Mais où prendre les hommes nécessaires pour l'exécution d'un pareil plan ; & quelles feroient les nouvelles productions de la terre, dont la cultivation pourroit être entreprise avec avantage fans décourager la cultivation des anciennes ?

A défaut de ce plan, la saine raison dicte à l'Angleterre de songer avant toutes choses à remonter son Economie politique sur les principes d'une population progressive, & de ne toucher à son agriculture, c'est à dire, de ne lui donner de nouveaux encouragemens qu'après avoir complètement rempli cet objet ; comme elle en a certainement les moyens ; tous les genres de désordres devenant facilement remédiables dans une nation, dont l'Economie politique est déjà assise sur tant de bons principes. C'est alors seulement, & non dans l'ordre actuel de ses trop foibles & inefficaces mesures, qu'elle

[199] .

qu'elle se trouveroit agir en parfaite conformité avec ses vrais intérêts, & qu'elle surmonteroit enfin tous les obstacles au rétablissement & aux progrès de sa prospérité.

Car vouloir remettre la machine de population dans un mouvement progressif par le moyen de l'agriculture, feroit avoir la plus fautive idée de la nature du système d'agriculture relative, fondé sur un système de manufactures ; & aussi absurde, que de vouloir dans la mécanique faire aller une machine à rebours, c'est à dire, par le jeu rétrograde de son dernier rouage.

J'ai dit que la subsistance & les hommes devoient marcher ensemble d'un pas presque égal ; & par là j'ai voulu dire, que l'agriculture doit continuellement devancer un peu la population. Car dans les progrès de leur multiplication les hommes ne doivent jamais être dans le cas d'attendre sur leur subsistance ; elle doit con-

[200]

tinuellement être prête d'avance ; & ce n'est que pour mettre les nations de l'Europe en état de se ménager sans cesse & sans inconvénient un excédent de subsistance raisonnable, que dans la fausse marche de leur Economie politique j'ai regardé dans une autre place le commerce extérieur des grains comme indispensable.

Mais dans la situation présente l'Angleterre non seulement jouit déjà de cet excédent raisonnable de subsistance ; mais elle en jouit même sans en avoir besoin, puisque ses hommes ne multiplient point ; & du moment où elle fauroit les faire multiplier, ils fauroient bien eux mêmes encourager la multiplication ultérieure de leur subsistance, & par conséquent le défrichement des terres incultes, dans la vraie proportion que leurs besoins exigeroient.

A la rigueur l'homme d'Etat ne devoit jamais encourager l'agriculture directement, mais

[201]

mais toujours indirectement & par la seule influence des encouragemens qu'il donneroit à la consommation & aux manufactures. Car, comme je l'ai déjà dit tant de fois & comme je le prouverai démonstrativement par la suite ; dans la vraie marche du système d'agriculture relative, fondé sur un système de manufactures, le développement de l'agriculture doit être la conséquence du développement des manufactures ; comme le développement des manufactures doit être la conséquence du développement de la consommation.

Ce sont les manufacturiers & non l'homme d'Etat, qui doivent encourager l'agriculture ; c'est leur voix & non la sienne, qui doit se faire entendre aux cultivateurs. Liberté & protection, voilà tout ce que l'agriculture exige de l'homme d'Etat ; & pourvu qu'il ait soin d'encourager convenablement la consommation & les manufactures,

factures, elle le dispense de toute autre attention pour elle.

Dans le désordre même de l'Economie politique des nations de l'Europe ; je veux dire, avec la liberté que ces nations prennent de se tout permettre en matière d'Economie politique, l'homme d'Etat ne doit favoriser le défrichement des terres incultes qu'avec la plus grande circonspection.

Car il est évident, que dans chaque nation les nouveaux défrichemens doivent se régler sur l'état actuel de l'agriculture ; & qu'une nation qui a déjà plus de subsistance, qu'elle n'en peut consommer, n'est pas en état d'en supporter à la fois d'aussi grands, qu'une nation qui a un vide dans sa subsistance ; ni une nation qui n'a qu'un vide médiocre dans sa subsistance d'aussi grands, qu'une nation qui a un vide considérable. Les mêmes défrichemens, que l'agriculture de l'Espagne peut supporter à la fois, décou-

décourageroient l'agriculture de la France & ruineroient celle de l'Angleterre.

Ce que je viens de dire sur la manière, dont l'agriculture doit être encouragée sous le système d'agriculture relative, fondé sur un système de manufactures, n'est ni ce que les hommes d'Etat, ni ce que les Ecrivains sur l'Economie politique ont pensé ; mais c'est certainement ce que disent les vrais principes ; & tant que les hommes d'Etat continueront à s'écarter de ces principes, les nations ne se trouveront point gouvernées sous un vrai système d'Economie politique, mais sous un monstre de système ; & le sort de l'Europe sera de montrer le spectacle éternel de terres mal cultivées, de terres incultes ; & ce qui est plus affligeant encore, de terres généralement peuplées d'hommes malheureux.

Il existe en France une secte d'hommes, que l'on distingue sous le nom d'Economistes

mistes, & dont les doctrines ont pour objet de convaincre l'espece humaine, que l'agriculture est son seul grand intérêt; & par conséquent la seule occupation digne de ses poursuites. Le fondateur de cette secte *, animé du plus vertueux zele pour le bien de l'humanité, a transmis ce sentiment à ses disciples qui, religieusement attachés à ses dogmes, font tous leurs efforts pour les répandre & les accréditer dans l'esprit de ceux qui gouvernent les peuples.

J'ai pour ces hommes respectables la haute estime si justement due aux grandes & aux louables intentions qu'ils manifestent dans leurs travaux. Mais il ne m'est pas possible d'avoir la même opinion de leurs doctrines; dont l'ensemble, quoique présenté au monde sous le nom de nouvelle science, ne se présente à moi que comme un système incompatible avec les vrais progrès de l'espece humaine; & par consé-

* M. Quesnay.

quent

quent plus propre à égarer qu'à éclairer les hommes d'Etat. Et si jusqu'ici je n'avois qu'insuffisamment fait sentir, que l'agriculture n'a & ne doit avoir qu'une part subordonnée dans le système d'agriculture relative, fondé sur un système de manufactures; le moment viendra où je ne laisserai j'espere aucun doute sur cela.

J'accorde certainement à l'agriculture tous les avantages que les Economistes lui attribuent, & que le pere de leur secte a développés avec tant de génie & de vérité; & mes Ecrits font voir & feront voir de plus en plus, que je la regarde comme la grande & la plus riche source de la nourriture de l'espece humaine. Mais le Créateur n'a pas placé l'espece humaine sur ce globe uniquement pour se nourrir, & pour n'exister que comme les animaux. Je prouverai démonstrativement que ses vues pour elle ont été infiniment plus étendues; quoiqu'elle ait eu le malheur de ne les ja-

mais

mais bien pénétrer, & que tant d'hommes aveugles & ingrats se soyent plu à la dégrader & à confondre sa nature avec celle des bêtes.

Je démontrerai aussi, comme je l'ai promis au commencement de ce discours, que ce n'est que sous le système d'agriculture relative, fondé sur un système de manufactures & conduit sur ses vrais principes, que l'espece humaine peut s'élever au suprême rang, dont elle porte si visiblement en elle les germes ; & que ni le système de nourriture des peuples chasseurs, ni celui des peuples pasteurs, ni celui des peuples cultivateurs sous une agriculture absolue, ou sous une agriculture relative, fondée sur un système d'esclavage, ne sont capables de la développer dans les vues finales du Créateur.

Quand j'aurai satisfait à ces engagements ; & j'espère avec l'aide de la Providence les remplir

remplir fidelement, ainsi que tous ceux que j'ai contracté dans mes Ecrits ; on verra manifestement, que vouloir assujettir l'espece humaine à tel que ce put être de ces quatre systèmes, seroit tout à la fois ignorer & contrarier sa vraie destination sur la terre ; & que ce n'est qu'aux faux systèmes d'Economie politique, sous lesquels elle a été gouvernée jusqu'ici, qu'elle doit de n'avoir jamais pu s'élever à cette destination.

J'ai la pleine confiance, que les Economistes ne s'offenseront point de la liberté que j'ai prise de leur parler comme je pense, & comme je désire bien sincèrement qu'on me parle à moi même. Ils veulent le bien de l'humanité, & il n'y a pas un instant de ma vie qui ne soit consacré au même objet. Je me regarde donc comme leur associé dans une même entreprise, & mon devoir est de rapporter à la masse commune les benefices particuliers, dont il a plu

plu a la Providence de benir mes veilles. Mes comptes feront produits dans le tems, on les épurera & l'on m'en fera appercevoir les erreurs, si j'avois eu le malheur d'en commettre.

Me voilà arrivé à la fin de ce discours qui probablement fera le dernier, que je publierai sur des sujets particuliers de l'Economie politique moderne. Car, à moins que des circonstances extraordinaires ou des sollicitations auxquelles je ne pourrois me refuser ne me fassent changer de sentiment, j'ai résolu d'en rester là ; pour me livrer dorénavant tout entier à l'immense tâche que j'ai entreprise, & dans laquelle j'approfondirai ce système d'Economie politique dans l'universalité de ses rapports, depuis ses premiers fondemens jusqu'à son plus haut degré d'élévation. Peut-être même ai je déjà trop publié de ces discours, & bien de mes lecteurs m'imputeront sans doute de n'avoir fait par là que

grossir

grossir le nombre de mes paradoxes. Mais mon objet dans ces discours n'a point été de convaincre ; c'est dans un tout autre ordre que celui qu'ont pu admettre des parties détachées de leur tout, que les principes démonstratifs doivent venir & recevoir leur dernière évidence ; & il me semble qu'il est naturel, que dans le développement de ces principes je suive plutôt la marche de mon propre esprit, que celle que pourroit me tracer l'esprit des autres. Il y a une bien grande différence entre faire sentir, que les nations de l'Europe conduisent leur Economie politique sur des principes faux, ou leur indiquer & démontrer les vrais principes, & jusqu'ici je n'ai voulu que le premier, parceque dans mon opinion il devoit nécessairement précéder le dernier ; c'est à dire, jusqu'ici je n'ai cherché autre chose dans mes Ecrits, qu'à gagner à mes travaux futurs l'attention des hommes éclairés & des vrais amis de l'humanité ; & j'ai la

[210]

fatisfaction de voir que je ne l'ai pas cherché
en vain, & que la suite de mes ouvrages ne
fera pas attendue tout-à-fait avec indiffé-
rence.

F I N.